

***l'Anti*capitaliste**

n°625 | 21 juillet 2022 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

FACE À MACRON, LES CAPITALISTES ET L'EXTRÊME DROITE



CONSTRUIRE UNE RENTÉE DE LUTTES ET UNE GAUCHE ANTICAPITALISTE

Dossier

DES LECTURES POUR L'ÉTÉ

Pages 6 et 7

ÉDITO

**Lallement: on n'oublie pas,
on ne pardonne pas!**

Page 2

PREMIER PLAN

**Climat. La Terre est en train
de devenir inhabitable:
luttons pour vivre, unissons
les luttes!**

Page 2

**Portugal. Incendies: le
gouvernement et l'industrie
du papier promettent une
répétition de 2017**

Page 3

ACTU INTERNATIONALE

**États-Unis. Le voyage de
Biden au Moyen-Orient
suscite la colère des
progressistes étatsuniens**

Page 4

**Sri Lanka. Un appel à
l'abolition de la présidence
exécutive**

Page 5

ACTU SOCIALE

**Éducation nationale.
Une rentrée en dramatique
continuité**

Page 8

LIBRE EXPRESSION

**Entretien de Philippe Poutou
au magazine *So Foot*, à
propos de la situation des
Girondins de Bordeaux**

Page 12



édito

Par CATHY BILLARD

Lallement: on n'oublie pas, on ne pardonne pas!

Le départ du préfet de police de Paris Didier Lallement était annoncé pour le 20 juillet, via des fuites d'un gouvernement soucieux de ne pas paraître lui faire payer la gestion policière ultra-violente de la soirée du 28 mai au Stade de France. Au contraire, quelques jours plus tard, Macron réitérait sa « confiance » à son préfet. Didier Lallement a en effet « fait le job » pour lequel il a été intronisé par Castaner aux lendemains de l'incendie du Fouquet's, acte 18 des Gilets jaunes, par ces mots: « *Je vous demande donc une impunité zéro* ». Et s'il a été nommé au poste de premier responsable d'un ordre menacé, c'est que sa biographie plaide pour lui. C'est sous son autorité que la police girondine a développé les techniques de maintien de l'ordre qui seront généralisées à Paris: nasses, gazage et tirs au LBD sur les manifestantEs avec comme bilan au moins deux mains amputées et un pompier volontaire paralysé suite à un tir à la tête. Ces techniques étaient justifiées par sa doctrine qu'il résumait de manière lapidaire: « *La violence est le fait de toutes et tous, et notamment de ceux qui manifestent* ».

Alors évidemment il est aussi indéniable de dire que « Macron n'est pas Pétain » et que Lallement n'est pas Papon, même si c'est Juppé qui avait déclaré lors de sa nomination à la préfecture de Gironde: « *Il paraît qu'on m'envoie un nazi* »! Mais on peut et on doit se souvenir que Lallement s'inscrit dans une continuité de préfets de police de Paris, dont un certain nombre ont réprimé, dans le sang, les manifestations de travailleurEs (souvent communistes) et d'immigréEs qui contestaient politiquement l'ordre établi.

La trajectoire de Lallement, ancien chevènementiste, s'inscrit d'ailleurs dans la continuité des plus sanglants comme J. Baylot, ex syndicaliste CGT responsable de la répression qui a fait sept morts algériens le 14 juillet 1953, sans parler de Papon qui avait commencé son engagement chez les radicaux socialistes, avant de devenir le bourreau de centaines d'AlgérienEs le 17 octobre 1961 et des six syndicalistes de Charonne qui manifestaient contre l'OAS, organisation terroriste d'extrême droite. Il faut croire que c'est la casquette (de préfet) qui fait l'homme. Et les circonstances politiques qui déterminent le niveau de violence d'État qu'il déploie.

Alors pendant que Lallement ira pantoufler à la Cour des Comptes quelques mois, pour s'assurer une juteuse retraite, on se prépare à faire face à son successeur!

Symbole parmi d'autres de la suffisance de Macron lors de son interview du 14 juillet, la réédition de sa petite phrase provocatrice et méprisante disant qu'il suffirait de « *traverser la rue* » pour trouver un travail. ChacunE aura également pu apprécier avec quel aplomb Macron, mis en cause par les « Uber Leaks » qui ont démontré comment il avait mis les moyens de l'État au service d'une multinationale spécialisée dans la destruction du droit du travail, s'est non seulement défendu mais en a même rajouté une couche, sûr de lui-même et de son droit à faire primer les intérêts de quelques-uns sur l'intérêt collectif. Et que dire de sa tendance à l'auto-célébration permanente, qui l'a conduit à se comparer au dieu Vulcain, quelques années après s'être posé en « Jupiter ».

Un pouvoir arrogant et à l'offensive

Au-delà de l'interview, c'est une forme de gouvernance et un programme politique qui se sont une fois de plus exprimés, faits d'autoritarisme, de soutien à la classe dominante et de guerre sociale contre le camp des salariéEs et de la jeunesse. « *Nous devons travailler plus et plus longtemps, il n'y a pas de doute* », a ainsi affirmé Macron, confirmant son projet de contre-réforme des retraites. « *Bien sûr, nous devons aller plus loin* » sur la réforme de l'assurance chômage, a-t-il également déclaré, annonçant que, « *dès cet été* », il entendait avancer avec le gouvernement sur le « *dossier du travail* ». Soit une déclaration de guerre aux chômeurEs et aux précaires, déjà fortement touchés par la première phase de la contre-réforme de l'assurance chômage.

Des annonces de régression sociale accompagnée de promesses « poudre aux yeux » concernant la cherté de la vie, dont le caractère illusoire a été rapidement confirmé par les discussions à l'Assemblée nationale autour du projet de loi « pouvoir d'achat », durant lesquelles le gouvernement a fait la démonstration, sur le fond et sur la forme, qu'il refusait d'envisager toute forme d'augmentation de salaires, de diminution des impôts injustes, d'augmentation de la taxation des plus riches, se contenant d'agiter des formules

À la Une

FACE À MACRON, LES CAPITALISTES ET L'EXTRÊME DROITE

Construire une rentrée de luttes et une gauche anticapitaliste

Lors de son interview du 14 juillet, le président Emmanuel Macron a été égal à lui-même: arrogant, méprisant, satisfait de ses politiques antisociales, et faisant montre d'une détermination à les poursuivre, confirmant ce à quoi nous assistons depuis les élections législatives au niveau du gouvernement comme du Parlement. Et pendant ce temps, la situation de millions de personnes s'aggrave, du fait de la hausse du coût de la vie, de la désagrégation des services publics et des conséquences du réchauffement climatique.

BONNES VACANCES



et de promettre des primes, des chèques ou des dispositifs ponctuels dont le trait commun est qu'ils ne s'inscrivent pas dans la durée et ne s'attaquent pas aux racines du problème: la captation des richesses par une minorité de parasites alors qu'elles sont produites par la majorité de la population.

Des batailles à construire

Dans les débats parlementaires, les députéEs de la Nupes, et notamment celles et ceux de l'Union populaire, ont formulé un certain

nombre de propositions de bon sens pour améliorer la vie quotidienne de millions de gens, qu'il s'agisse d'augmenter les salaires et les allocations, de taxer les richesses ou de bloquer les prix. Des propositions rejetées en bloc par le gouvernement et la droite, souvent avec la complicité du Rassemblement national, qui s'est par exemple opposé au blocage des loyers ou à l'augmentation du SMIC, confirmant qu'en plus d'être un parti raciste, autoritaire et xénophobe, il se situait dans le camp des plus riches et des capitalistes.

La « guérilla parlementaire » menée par l'Union populaire et certains de ses alliés peut jouer un rôle positif en ceci qu'elle donne à voir encore un peu plus la nature de classe du pouvoir macronien et de ses politiques, exclusivement au service des plus riches, mais aussi de l'extrême droite et de ses postures prétendument pro-monde du travail. Mais chaque jour qui passe nous montre qu'à part quelques amendements marginaux, rien ne pourra être obtenu à l'Assemblée nationale s'il ne s'exerce pas une forte pression populaire par des grèves et des manifestations.

Et c'est bien de cela dont nous devons discuter dans la gauche sociale et politique: comment faire face au rouleau compresseur macronien qui, en dépit de sa défaite aux législatives et de sa faible légitimité, entend poursuivre son œuvre de destruction sociale? Comment préparer les batailles qui s'annoncent, sur les retraites, les services publics, les salaires, dans la perspective d'infliger des défaites sociales à Macron? Comment reconstruire les outils nécessaires à la défense et à la mobilisation de notre classe, en ayant conscience qu'une véritable course de vitesse est engagée avec l'extrême droite? Le NPA ne prétend pas avoir les réponses à toutes ces questions, mais estime nécessaire, aujourd'hui, de multiplier les discussions et les expériences communes en vue de la construction de ces indispensables luttes et de cette nécessaire gauche de combat. L'été sera l'occasion d'y travailler, et de se préparer à une rentrée sous le signe de la résistance... et de la contre-offensive.

J.S.

CLIMAT

La Terre est en train de devenir inhabitable: luttons pour vivre, unissons les luttes!

Canicule et sécheresse intenses, fleuves à sec dans plusieurs pays, mégafeux, récoltes très réduites, biodiversité en souffrance extrême, y incluse l'espèce humaine, les pauvres surtout, réduction ou arrêt de nombreuses activités du quotidien y compris au travail, pénuries en vue: la planète tire la sonnette d'alarme.

C'est la survie de centaines de millions de personnes qui est en « jeu ». Les responsables sont connus. Les scénarios se concrétisent et il ne reste que quelques petites années pour agir. Les gigantesques feux en Gironde en sont un signe supplémentaire.

Les responsables ont des noms et ils sont criminels

Les scientifiques et de nombreux mouvements partout sur le globe alertent depuis plus de 50 ans sur la situation. Malheureusement, le climato-négationnisme et le greenwashing ont fait leur œuvre, réduisant nos possibilités d'actions

depuis des décennies. À l'image de Total qui savait depuis les années 1970 (par le biais d'un rapport interne) que la situation mondiale actuelle allait se concrétiser du fait de ses activités et de celles des autres groupes du fossile. Cela avant même que le GIEC produise ses rapports. Réaction de Total? Ne rien changer, continuer à promouvoir ces énergies et à développer de nouvelles extractions. Bilan des gouvernements qui savent eux aussi depuis longtemps? Conserver leurs liens étroits avec les géants du fossile et les subventionner avec les deniers publics. Il y a toujours une bonne entente entre capitalistes. Pourtant

le GIEC est formel, si rien ne change de manière systémique d'ici 2025, le réchauffement va s'accélérer de manière rapide, nous conduisant dans l'inconnu; la question de la survie même de l'espèce humaine est posée.

Fractures de classe

Au niveau mondial, les pays du Sud voient une grande part de leur population soumise à des températures et des stress hydriques extrêmes alors même qu'elles contribuent marginalement au réchauffement global provoqué principalement par les pays industrialisés et par leurs classes les plus aisées. Au niveau

BIEN DIT

Si elle était adoptée, la nouvelle Constitution de Kaïs Saïed mettrait en place un régime populiste, théocratique et despotique, douchant définitivement les espoirs suscités par la révolution de 2011.

HATEM NAFTI (journaliste), à propos du référendum constitutionnel en Tunisie le 25 juillet, liberation.fr, 14 juillet 2022.

Un monde à changer

MAURICE RAJSFUS SUR LA RAFLE DU VÉL D'HIV
À l'occasion du 80^e anniversaire de la rafle du Vél d'Hiv, nous publions un extrait d'une interview de Maurice Rajsfus réalisée en 1992 pour Rouge, l'hebdomadaire de la LCR.
 Cinquante ans après, il est plus grave de penser que si, demain, un gouvernement Chirac, Le Pen, ou même un Marchand quelconque, mettaient à l'écart quelques centaines de milliers d'immigrés, la France profonde ne bougerait pas davantage qu'en juillet 1942. J'en veux pour preuve la réaction d'un vieil abruti qui demeurait dans cette rue où nous fûmes enfermés et que j'ai rencontré quarante ans après. Je lui demandais ce qu'il avait ressenti lors de ces événements et j'obtins cette réponse : « Ce n'était pas notre problème. Les Juifs et les Allemands réglèrent leurs comptes. » Si on prend l'exemple de la police, un élément a de quoi inquiéter. Avant la guerre, et même pendant, elle n'était pas spécialement infiltrée par les idées fascistes. Elle exécutait.

Maintenant, les idées du Front national font plus que traverser les corps de police. Des unités entières sont contaminées par l'idéologie de ce parti.
 Les flics sont ce qu'ils sont, quelles que soient les époques. Selon la consigne, ils se comportent de la même manière. Ils peuvent balancer des manifestants maghrébins à la Seine le 17 octobre 1961, écraser huit ou neuf personnes au métro Charonne ou matraquer les étudiants en Mai 68. Il n'est même pas exclu que les mêmes flics aient pu participer aux rafles et se retrouver acteurs des événements que je viens de décrire. Pour comprendre cette continuité, il faut se souvenir qu'à la Libération, de Gaulle reprit l'intégralité du corps de police qui avait fonctionné sous Vichy – tout comme l'essentiel du corps des magistrats. Ce sont les comités d'épuration qui mettront à l'écart les plus pourris, environ 4 500 hommes. Ceux-là formeront immédiatement, sous la direction du commissaire Jean Dides,

« l'Amicale des épurés de la police » et ils seront réintégrés globalement en 1951, par le préfet socialiste Baylot. Ces braves gens récupéreront même leurs pertes de salaires comme l'avancement qui avait été bloqué et on retrouvera nombre d'entre eux dans l'état-major de la police en Mai 68. Voilà un détail exemplaire pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui.
 Au-delà, on pourrait dire qu'il existe en France un « parti de l'ordre ». La cassure entre la 3^e République et le régime de Pétain s'explique par l'arrivée au pouvoir d'un certain nombre de gens qui voulaient prendre leur revanche sur l'affaire Dreyfus, l'école laïque, la perte du pouvoir de l'Église... Cette revanche sur la Gueuse, ce fut la « divine surprise » dont parlait Maurras. À la Libération toutefois, pour de Gaulle, il n'y avait qu'une urgence : conjurer la menace que représentaient les éléments sortis des maquis, empêcher qu'ils assument les tâches de sécurité publique et conserver les institutions telles qu'elles étaient. Cinquante ans après, on continue à en subir les conséquences.

PORTUGAL Incendies : le gouvernement et l'industrie du papier promettent une répétition de 2017

Un texte collectif que nous publions alors que les incendies font – aussi – rage au Portugal.

Cinq ans après [les incendies de 2017], le Portugal est un pays plus dangereux, moins préparé et plus fragile. Cinq ans après, les propriétaires forestiers sont aux commandes, plus que jamais. Cinq ans après, l'abandon s'est étendu, tandis que la culture d'eucalyptus s'est développée et que la désertification s'est accrue. Cinq ans après, nous avons moins de forêts, moins de gens à la campagne, et aucun respect pour les communautés dévastées par les incendies de 2017.

Nous avons été naïfs

Il y eut de brefs moments en 2017 et 2018 où il semblait qu'il serait possible de changer quelque chose dans le pays. Après l'immense tragédie qui a brûlé plus de 5% du territoire du pays, qui a coûté la vie à plus de 100 personnes, nous pensions que ces faits accablants forceraient un gouvernement qui, comme les précédents, était à genoux devant le pouvoir de la pâte à papier, à corriger le tir. Nous étions naïfs. Considérant que la valeur de la vie humaine est incommensurable, nous pensions

que les pertes dues aux incendies seraient à même de forcer le régime à se demander s'il était encore possible de maintenir la plus grande superficie relative de culture d'eucalyptus au monde, avec les plus grandes zones brûlées d'Europe année après année, avec le coût humain, social et environnemental que cela impliquait. Nous avions tort.
 Les incendies de 2017 et ceux d'aujourd'hui au Portugal, articulant trois facteurs essentiels – un climat nouveau et défavorable, plus chaud et plus sec, causé par le changement climatique, un paysage composé principalement d'eucalyptus, une espèce pyrophyte et invasive, et l'abandon de l'intérieur par la population qui ne peut y vivre, sinon à des conditions toujours plus difficiles – n'occupent plus une seule minute les préoccupations de l'élite dirigeante de ce pays. Chaque larme pleurée aujourd'hui sera, sans équivoque, une farce, un mensonge, une gifle au visage des familles de ceux qui sont morts et une déclaration de guerre contre l'avenir de ceux qui pensent continuer à vivre au Portugal.

Ce ne sont pas des phénomènes « naturels »

Certains d'entre nous ont récemment traversé une partie du territoire avec la Caravane pour la justice climatique et ont observé, avec la population, à quel point tout est pire. Pire. Cinq ans après l'immense tragédie de Pedrógão Grande, cinq ans après les pires incendies de l'histoire de ce pays, les conditions sont réunies pour une tragédie encore pire. Pire. Ce ne sont pas des phénomènes « naturels » qui se produisent par hasard. Il y a des responsables derrière la situation actuelle : ce gouvernement, sans aucun doute, et les entreprises de pâte à papier qui prolifèrent dans cette dégradation, qui se développent et profitent de ce chaos. Pire encore, le gouvernement a mis entre les mains du secteur de la pâte à papier la « réorganisation » de la structure de lutte et de prévention des incendies. Résultat : le territoire national remplit les conditions pour l'avènement de tragédies bien pires. Après les incendies de 2017, deux choses ont été promises par le gouvernement à Pedrógão : un projet

pilote de planification forestière et un monument aux victimes. Il n'en n'a rien été. Tous les discours de circonstances qui seraient tenus aujourd'hui avec une voix étranglée et des larmes par les responsables de 2017 et de l'après-2017 doivent être méprisés et caractérisés par ce qu'ils sont : insignifiants.
 En 2017 et 2018, nous avons été naïfs et nous nous sommes laissés bercer par une croyance dans la logique, la décence et l'humanité de l'élite dirigeante de ce pays. Nous nous sommes trompés et nous nous sommes laissé tromper. La virulence et la gourmandise de l'industrie papetière n'ont pas de limite ni ne savent se restreindre, même face aux pires scénarios. Nous ne serons plus naïfs ou ne serons plus trompés, malgré l'énorme puissance de la machine à enfumer et mentir qui cautionne le maintien de ce chaos. Cinq ans plus tard, nous répondons que nous n'assisterons pas avec complaisance à la condamnation de l'intérieur [des terres] et du pays à l'effondrement.
 Article initialement publié sur [expresso.pt](https://www.expresso.pt), traduction Luiza Toscana

des pays du Nord, de plus en plus souffrent, les fractures environnementales de classe se cristallisent entre les personnes ayant un logement frais et celles vivant dans une étuve, entre les migrantEs tentant de se rendre vers le frais au Nord ou sur les hauteurs et ceux et celles qui n'en ont pas la possibilité, etc. La liste est longue.

Les employeurs dans le déni et les mesurette

Au travail souvent, rien n'a été anticipé. Pourquoi le faire d'ailleurs quand le système entier ne le fait pas ? Parfois rien n'est fait, parfois quelques « solutions » temporaires ou à la marge sont mises en places. Les horaires sont basculés la nuit, plus tôt dans la journée ou plus tard au détriment de la vie de chacunE. Des écoles ferment. Dans les bureaux, on délocalise si possible

dans les espaces « frais » ou on bascule le personnel en télétravail qui en assume seul et à sa charge les inconvénients. On prévoit d'installer quand on le pourra des climats conventionnelles, sans se préoccuper de leur impact écologique désastreux. Sur les chantiers, on met à disposition plus de bouteilles d'eau et on rassure dans les médias sur le fait qu'on « prend soin des salariéEs ». Enfin, Macron appelle à la sobriété car Poutine coupe les vannes du gaz, mais il se contente d'annonces et remet tout à la charge des individus.

Des luttes à déployer en urgences

L'été est souvent un creux de vague au niveau des mobilisations, mais elles existent. Aussi, il est nécessaire de tout faire pour les mettre en lumière et y participer activement.



WIKIMEDIA COMMONS

De même qu'il faut tout faire pour que, dès la « rentrée », la jonction soit faite entre les luttes sociales et écologistes, sur des bases radicales. Trois priorités semblent nécessaires : se rencontrer rapidement entre organisations et collectifs faisant ce constat, lutter contre les projets

écologiquement destructeurs et contre l'accaparement des terres et des ressources fondamentales comme l'eau, élaborer des revendications immédiates et offensives pour ne pas subir cette souffrance au travail au printemps-été prochain.
Commission nationale écologie

Le chiffre

38%

C'est, selon le rapport annuel de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), la proportion de personnes qui, en France, pensent que « l'islam est une menace contre l'identité de la France ». 45% pensent que « les Roms vivent essentiellement de vols et de trafics », et 37% affirment que « les Juifs ont un rapport particulier à l'argent ». Responsables politiques et grands médias sont notamment mis en cause, avec « la diffusion d'idées racistes et antisémites sur les chaînes d'information ou dans les émissions de "débats" ».



Agenda

Du 23 au 30 juillet, 37^e rencontres internationales des jeunes, Moulins.

Du dimanche 21 au mercredi 24 août, 14^e université d'été du NPA, Port-Leucate.

Accueil le samedi 20 août à partir de 14h, départ le jeudi 25 août après le petit-déjeuner.

L'Anticapitaliste

suspend sa parution durant le mois d'août

Rendez-vous le jeudi 1^{er} septembre

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
 nouveaupartianticapitaliste.org

NO COMMENT

[La baisse de la TVA] est d'une injustice totale puisque tous les Français en bénéficient, qu'ils gagnent très bien leur vie ou pas.

BRUNO LE MAIRE, Assemblée nationale, 18 juillet 2022.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
 2269-3696

Commission paritaire :
 0419 P 11508

Société éditrice :
 Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
 6 500 exemplaires

Directeur de publication :
 Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
 Julien Salingue

Maquette :
 Ambre Bragard

Impression :
 Rotographie, Montreuil-sous-Bois
 Tél. : 0148 70 42 21
 Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PALESTINE

« Biden représente une continuité avec les politiques de Trump »

Retour sur la visite du président des États-Unis Joe Biden dans les territoires palestiniens la semaine dernière.

Lors d'une conférence de presse à Bethléem, Biden a réaffirmé la position officielle des États-Unis en faveur de la solution à deux États – une proposition qui, selon les Palestiniens et les groupes de défense des droits, est morte depuis des années, car Israël continue de construire des colonies illégalement dans le territoire occupé et de modifier les faits sur le terrain. Il a affirmé que « le peuple palestinien mérite un État indépendant, souverain, viable et contigu », mais que « la situation n'est pas mûre » pour la reprise des pourparlers de paix. Le président n'a pas parlé de l'expansion continue des colonies israéliennes, qui sont illégales au regard du droit international et considérées par les Palestiniens comme l'un des principaux obstacles à la création d'un État palestinien viable. « Il n'a pas non plus mentionné Jérusalem-Est comme capitale de la solution à deux États, ce qui est également un recul », explique l'analyste palestinien Jamal Abu Khater.



THAER GANAIM / APA

Des mesures de « confiance »

Biden a terminé son voyage à Bethléem par une visite de l'église de la Nativité, que les chrétiens considèrent comme le lieu de naissance de Jésus, avant de se rendre en Arabie saoudite. Plus tôt dans la journée, Biden s'est rendu à l'hôpital Augusta Victoria de Jérusalem où il a annoncé une aide de 100 millions de dollars aux hôpitaux de Jérusalem-Est. Durant son mandat, Donald Trump avait réduit de 25 millions de dollars le financement étatsunien de ces hôpitaux dans le cadre de sa politique plus large de réduction de l'aide américaine au gouvernement palestinien et à des agences comme l'UNRWA.

Le financement de l'hôpital fait partie d'une annonce plus large de « mesures de confiance » par les États-Unis dans le but de renforcer la position de l'Autorité palestinienne (AP). Les États-Unis ont annoncé jeudi dernier un soutien total de 316 millions de dollars aux Palestiniens, la majorité (201 millions de dollars) allant à l'UNRWA, qui fournit une aide humanitaire à des millions de réfugiés palestiniens.

La dernière tranche d'argent promise à l'UNRWA porte le soutien total de l'administration Biden à l'organisation à 618 millions de dollars depuis le début de l'année 2021 – un soulagement financier bien nécessaire pour l'agence, qui a subi un énorme coup lorsque Trump a réduit les financements pendant sa présidence.

Une autre tranche de 15 millions de dollars d'aide humanitaire sera fournie pour faire face à l'insécurité alimentaire et à d'autres problèmes en Cisjordanie et à Gaza, et une autre tranche de sept millions de dollars de subventions pour des programmes qui « encouragent la collaboration et les échanges israélo-palestiniens ».

Les États-Unis ont également annoncé qu'Israël, qui contrôle les réseaux de télécommunications palestiniens, permettra aux Palestiniens de se connecter en 4G d'ici la fin de l'année prochaine et s'efforcera de « faciliter l'accès » au pont Allenby, la frontière terrestre que des millions de Palestiniens sont contraints d'emprunter pour passer en Jordanie, car il leur est interdit de passer par l'aéroport Ben-Gourion de Tel Aviv.

Ces mesures nécessitent toutefois un suivi israélien, et de nombreux Palestiniens sont à la fois sceptiques et critiques. « Biden représente une continuité avec les politiques de Trump, en particulier sur Jérusalem », explique Abu Khater. Une voie alternative à la politique étrangère américaine dans la région serait « de mettre fin à toute complicité avec les crimes qu'Israël continue de commettre et de cesser de traiter Israël comme si c'était un État au-dessus des lois ».

Yumna Patel, traduction J.S.

Version intégrale (en anglais) sur mondoweiss.net

ÉTATS-UNIS Le voyage de Biden au Moyen-Orient suscite la colère des progressistes étatsuniens

Le voyage du président Joseph Biden au Moyen-Orient la semaine dernière, où il a rencontré les chefs de gouvernement israélien (et accessoirement le chef de l'autorité palestinienne) et saoudien, a troublé de nombreux membres de son Propre parti démocrate et mis en colère certains progressistes.

L'objectif stratégique le plus important de Biden était de consolider les relations des États-Unis avec les États clés de la région, tout comme il l'a fait en Europe, dans la perspective du conflit qui oppose les États-Unis à la Russie et des défis posés par la Chine. Dans l'immédiat, il espérait sauver la perspective d'un accord sur le nucléaire iranien, obtenir de l'Arabie saoudite qu'elle mette davantage de pétrole sur le marché et renforcer une fois de plus l'engagement des États-Unis envers Israël. Ses projets, cependant, pourraient être compliqués par deux meurtres, tous deux symboliques des grands problèmes dans la région.

L'ombre de Jamal Khashoggi

Le 2 octobre 2018, des agents du gouvernement saoudien ont assassiné Jamal Khashoggi, un journaliste saoudien dissident et chroniqueur du *Washington Post*, un acte apparemment exécuté sur ordre du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, qui dirige en fait le pays. Si le meurtre brutal et horrible de Khashoggi au consulat saoudien d'Istanbul semble hors norme, ce sont des milliers d'autres personnes qui sont également victimes de la répression en Arabie saoudite. Amnesty International écrit que « le tribunal pénal spécialisé du Royaume [saoudien] a prononcé de lourdes peines de prison à l'encontre de personnes pour leur action en



WIKIMEDIA COMMONS

faveur des droits humains et l'expression d'opinions dissidentes. »

En tant que candidat à la présidence en 2020, Biden avait exprimé sa conviction que Khashoggi avait été assassiné sur l'ordre du prince héritier, et il s'était engagé à affirmer très clairement que « nous n'allons pas leur vendre plus d'armes, nous allons leur faire payer le prix et faire d'eux, en fait, les parias qu'ils sont. » Aujourd'hui, cependant, alors que le pétrole se fait rare et que les prix augmentent, et donc que le contrôle du Moyen-Orient revêt une importance stratégique dans le grand jeu de la domination mondiale, tout cela est oublié. Biden n'a jamais imposé de sanctions à l'Arabie saoudite et le Congrès a continué à approuver des milliards de dollars de contrats militaires.

Shireen Abu Akleh, un symbole

L'autre meurtre qui planait sur la visite de Biden est celui de Shireen Abu Akleh, une journaliste américano-palestinienne de la chaîne de télévision Al Jazeera, qui a été abattue le 11 mai de cette année par les forces de défense israéliennes. Alors que l'armée israélienne a d'abord nié que ses soldats étaient responsables, les enquêtes de l'Associated Press, de Bellingcat, de CNN, du *New York Times* et du *Washington Post* ont toutes conclu de manière indépendante qu'elle avait été tuée par des tirs de soldats israéliens, tout comme le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. CNN a suggéré qu'elle avait été prise pour cible par l'armée, comme le pensent de nombreux Palestiniens et d'autres personnes.

Comme le meurtre de Khashoggi, celui d'Abu Akleh n'est pas seulement un événement horrible, mais aussi hautement symbolique de la situation des Palestiniens dans les territoires occupés : ils ont été déposés et sont privés de leurs droits fondamentaux, soumis à des contrôles humiliants de leurs mouvements et violemment réprimés. Contrairement à son vœu de traiter l'Arabie saoudite comme un paria, Biden n'a jamais fait de promesses importantes de soutien aux Palestiniens et à leurs droits. Biden se dit sioniste et affirme que si Israël n'existait pas, les États-Unis auraient dû le créer. Mais le soutien d'Israël au sein de la population étatsunienne est en baisse, surtout chez les Démocrates, et une fraction croissante des Juifs étatsuniens soutient les droits des Palestiniens. Un quart considère qu'Israël est un « État d'apartheid ». Certains progressistes américains, les Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA) et d'autres courants de gauche – dont de nombreux Juifs – soutiennent le mouvement de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) mené par les Palestiniens, qui vise à faire pression sur Israël pour qu'il se retire des territoires occupés, qu'il accorde des droits pleins et égaux aux citoyens palestiniens et qu'il garantisse le droit de retour des Palestiniens sur leurs terres et dans leurs foyers.

Il est peu probable que le voyage de Biden fasse faire le moindre pas en avant à la situation des droits humains en Arabie saoudite ou en Palestine. Mais, au-delà des bonnes paroles, ce n'était pas son objectif.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

ITALIE La crise du gouvernement Draghi

Retour sur la crise politique en Italie, où le Premier ministre Mario Draghi a présenté, la semaine dernière, sa démission au président de la République, Sergio Mattarella, qui ne l'a pas acceptée.

Le gouvernement de Mario Draghi a été constitué en février 2021 par la bourgeoisie afin d'œuvrer à une restructuration profonde du capitalisme italien au moyen d'une part considérable de fonds européens (presque 200 milliards d'euros) visant à soutenir financièrement les entreprises les plus performantes, imposer une flexibilisation encore plus importante du travail ainsi que de nouvelles et profondes contre-reformes libérales en faveur du capital.

On récolte ce que l'on sème

Il s'agissait d'un gouvernement d'« union nationale » dans lequel étaient présents tous les principaux partis à l'exception de Fratelli d'Italia, un parti d'extrême droite, qui a toutefois constitué une opposition de façade, en convergeant largement sur l'ensemble des mesures adoptées.

Même dans une phase « normale » du capitalisme, ce projet aurait provoqué de grandes contradictions sociales, mais face à des événements majeurs comme la guerre, les conflits inter-impérialistes, la crise climatique et énergétique, le regain de l'inflation (8%), et cela dans un contexte de persistance de

la pandémie, il ne pouvait que plonger le pays dans une crise sociale dramatique.

Les politiques de Draghi ont été honteuses, à commencer par la « non-gestion » de la crise sanitaire, l'augmentation des dépenses militaires au détriment des dépenses sociales (santé et école), la prétendue autonomie différenciée des régions qui va diviser encore plus le pays et, enfin, les politiques économiques qui ont favorisé la baisse des salaires et des retraites et la généralisation de la précarité. Le gouvernement commence désormais à récolter ce qu'il a semé. Il porte la responsabilité d'un effondrement social dramatique dont témoignent les données de l'Institut national de la sécurité sociale (INPS) et de l'Institut des statistiques : 5,6 millions de pauvres, un tiers des travailleurs gagnant moins de 1000 euros par mois, une grande majorité de nouveaux contrats de travail de très courte durée, des salaires et des allocations de retraite parmi les plus faibles d'Europe, que l'explosion de l'inflation a contribué à faire chuter.

La crise n'est pas finie

Dans ce contexte de crise sociale, tous les partis soutenant le



WIKIMEDIA COMMONS

gouvernement (de droite comme de centre-gauche) sont entrés en conflit, chacun étant à la recherche de propositions et de positions tactiques pour se démarquer politiquement des autres alors qu'ils devront affronter prochainement des élections générales (au plus tard au printemps 2023), d'autant plus que FdI (Fratelli d'Italia), dans les rangs de l'opposition, même si c'est seulement en apparence, est en tête des sondages depuis de nombreux mois.

D'où la crise politique du gouvernement, la démission de Draghi, son renvoi devant les Chambres par le président de la République, un climat conflictuel où tous se positionnent contre. Nous verrons dans les prochains jours si le président

de la République devra dissoudre les deux chambres et convoquer des élections générales.

Beaucoup se mobilisent pour recomposer le gouvernement et garder l'ancien banquier en place ; les intérêts de la bourgeoisie sont plus que jamais ceux de travailler avec un gouvernement Draghi permettant de faire passer la loi financière et la poursuite du plan dit de relance et de résilience nationale (PNR).

Quelle que soit la conclusion de la crise politique, l'essentiel pour les classes laborieuses est de savoir si elles auront ou pas la force de construire une mobilisation sociale capable de s'opposer aux politiques de la bourgeoisie et de ses gouvernements, de lutter contre la vie chère, contre la pauvreté, contre les différentes formes de précarité, pour de véritables augmentations de salaires arrachées aux profits des patrons, pour une revalorisation des retraites et pour imposer une réelle taxation des fortunes, des rentes et des profits capitalistes. C'est aussi la seule façon de barrer la route à la droite et à l'extrême droite en empêchant que l'apathie et la colère de larges couches de la société ne s'orientent dans cette direction très dangereuse.

Franco Turigliatto, traduction P.S.

AFRIQUE DU SUD **Entre corruption et libéralisme**

Ajay, Atul et Rajesh Gupta sont les trois frères les plus célèbres d'Afrique du Sud. Deux ont été arrêtés il y a quelques semaines aux Émirats arabes unis. Avec l'aide de Jacob Zuma, président de l'époque, ils ont réussi à siphonner l'État de près de 3,6 milliards d'euros et à infiltrer les principales administrations, au point que l'on parle de « capture d'État ». Cette corruption massive en dit long sur l'état de l'ANC et renforce un sentiment de désespoir des populations dont une partie se laisse emporter par des vagues récurrentes de xénophobie.

Avant son arrivée au pouvoir en 2009, Jacob Zuma avait déjà été épinglé pour corruption lors d'une vente d'armes par l'entreprise Thales. En 2016, il est accusé d'avoir utilisé de l'argent public, près de 15 millions d'euros, pour la réfection de sa résidence située à Nkandla. Mais ce n'était rien à côté de ce que va révéler en 2018 la commission d'enquête sur sa complicité de corruption avec la fratrie Gupta.

Corruption à grande échelle

Ces derniers ont méthodiquement mis la main sur l'ensemble des entreprises publiques. Le rapport d'enquête mené par le juge Zondo est accablant. Eskom, l'entreprise de production et de diffusion de l'électricité, a payé d'avance des centaines de millions de dollars pour l'achat de charbon de mauvaise qualité à une des sociétés de Gupta. Ils ont tenté d'influencer la compagnie nationale ferroviaire PRASA (Passenger Rail Agency of South Africa) pour une opération d'achat de locomotives. La compagnie aérienne South African

Airways a subi d'énormes pressions pour qu'elle abandonne la ligne vers l'Inde afin de favoriser la compagnie Jet Airways appartenant à la fratrie. Toujours avec l'aide de Zuma, ils avaient la haute main sur les nominations des ministres. Ainsi avec l'aide d'une société de conseil Bain&Company, ils ont réussi à faire des services fiscaux, pourtant parmi les plus efficaces du Continent, une structure devenue inefficace.

Jacob Zuma, qui a joué un rôle central, tout au long de son exercice du pouvoir, dans cette captation de l'État, a multiplié les manœuvres afin d'éviter de répondre à la justice. Tentative d'étouffer les affaires, intimidation des journalistes, refus de se présenter à la commission d'enquête anti-corruption, utilisation de la violence contre son emprisonnement avec des émeutes déclenchées notamment à Johannesburg. Des scènes de pillage ont eu lieu et surtout plus de 300 personnes ont trouvé la mort. Pour lever son incarcération, il a avancé des problèmes de santé.

L'ANC en perte de vitesse

Si l'ANC reste le parti dominant dans le pays, ses résultats s'érodent au cours des élections. Le parti de Mandela s'est engouffré dans la voie du libéralisme et, s'il y a eu quelques efforts dans le domaine social, on est loin du compte. Le système a amplifié les inégalités et a surtout profité aux dirigeants du parti qui se sont considérablement enrichis. La plupart se justifient en invoquant les souffrances et les privations endurées pendant la lutte contre l'apartheid.

En accédant au pouvoir, Cyril Ramaphosa a promis de mener une lutte ferme contre la corruption. Un projet difficile à mener à la vue de la généralisation de cette pratique dans les cercles dirigeants. Le juge Zondo préconise des poursuites contre plus d'une centaine de personnes, dont des anciens ministres. D'autant que la probité de Ramaphosa est écornée par une affaire de vol dans une de ses propriétés. Les cambrioleurs auraient trouvé l'équivalent de 3,8 millions d'euros, ce qui soulève des légitimes questions sur la provenance

d'une telle somme. Lors d'une prise de parole au stade de Rustenburg, au nord-ouest de Johannesburg, pour le 1^{er} mai, Ramaphosa s'est fait copieusement huer par les travailleurs. Les dirigeants de la COSATU, le syndicat proche du pouvoir, ont été incapables de calmer la foule.

Une exaspération dangereuse

L'émergence des « Economic Freedom Fighters », l'organisation radicale de Julius Malema, se renforce par une critique de la politique économique et la corruption de l'ANC, mais le pays est traversé par des manifestations xénophobes parfois violentes. Les principaux visés sont les immigrés originaires du Zimbabwe, du Mozambique et du Nigeria, ainsi que des réfugiés somaliens. Le mouvement Opération Dudula – que l'on pourrait traduire du zoulou par « Refouler » – fait des immigrés sans papiers la principale cause des malheurs du pays. Ils sont accusés de délinquance, de trafic de drogue et de casser le marché du travail. Les pressions se font de plus en plus fortes sur les commerces et les petites entreprises pour qu'elles n'emploient que des Sud-Africains. Ce type de mouvement n'est hélas pas nouveau mais désormais il s'enracine dans la population et pourrait dégénérer dans une violence à grande échelle. D'où l'urgence de la construction d'une alternative politique.

Paul Martial

QUÉBEC **Grève pour le climat le 23 septembre prochain**

Des représentantEs du mouvement étudiant et du milieu syndical appellent conjointement la population du Québec à se mobiliser, le 23 septembre qui vient, pour la justice climatique. Des syndicats ont lancé un appel à la grève, et prévoient organiser des manifestations dans plusieurs grandes villes du Québec, dont Montréal, Québec, Sherbrooke et Gatineau.

« **N**ous n'avons plus de temps », dit François Geoffroy, porte-parole de Travailleuses et travailleurs pour la justice climatique (TJC). « Notre seule chance d'éviter un dérèglement climatique catastrophique, c'est d'amorcer dès maintenant une sortie complète du pétrole et du gaz. Nos gouvernements refusent de le faire. »



SRI LANKA **Un appel à l'abolition de la présidence exécutive**

Les Artistes du Mouvement populaire sri-lankais décrivent le 9 juillet comme un jour historique où le peuple a choisi la démocratie plutôt que la dictature, et renouvellent leur appel à abolir la présidence exécutive. Voici leur déclaration complète.

Le 9 juillet 2022, plusieurs millions de Sri-Lankais de toutes les régions du pays ont convergé vers Colombo. Sans se laisser décourager par la grave pénurie de carburant et les sinistres efforts du gouvernement pour réduire les transports publics et privés, ils ont marché pendant des kilomètres, fait du stop, loué des camions, se sont entassés à bord des bus et des trains qui avaient accepté de les transporter, et se sont rendus dans la capitale.

Un jour historique

Ils sont venus manifester leur colère face à l'échec total du président Gotabhaya Rajapaksa et exiger sa démission, ainsi que celle du Premier ministre Ranil Wickremasinghe. Dans une démonstration sans précédent de courage et de détermination, les manifestants ont bravement fait face à une forte présence policière et militaire, ont résisté à de nombreux tirs de gaz lacrymogène et ont franchi les barricades et les obstacles pour occuper le palais présidentiel, le secrétariat présidentiel et Temple Trees [la résidence du Premier ministre]. Des manifestations ont également eu lieu simultanément dans de nombreuses autres régions du pays. Les Artistes du Mouvement populaire sont fiers d'avoir été aux côtés de millions de nos concitoyens en ce jour historique.



Sri Lanka, le 9 juillet, dans la piscine du palais présidentiel. DR.

Face à ces protestations massives, les chefs des partis présents au Parlement se seraient réunis à l'invitation du président du Parlement et auraient lancé un appel à la démission du Président et du Premier ministre – et tous deux auraient exprimé leur « volonté »

d'accepter les « recommandations » des chefs de partis. Nous dénonçons cette démarche comme un effort opportuniste de la part des chefs de partis du Parlement – une institution qui a lamentablement échoué auprès du peuple de ce pays – pour voler la

victoire de millions de nos citoyens. Nous ne devons jamais oublier que ce Parlement était pleinement fonctionnel alors que le Sri Lanka glissait inexorablement vers la faillite au fil des ans.

Ne pas se laisser confisquer la victoire

Les partis du Parlement n'ont rien fait pour mobiliser le peuple qu'ils prétendaient représenter afin d'empêcher l'effondrement inévitable de notre économie. Au lieu de cela, ils se sont engagés dans des heures et des heures de débats sans intérêt, d'invectives et de bla-bla, tout en utilisant Twitter et les autres réseaux sociaux pour améliorer leur propre image politique et celle de leur parti. Ce que nous avons accompli le 9 juillet, grâce à un mouvement populaire non armé, non violent et démocratique, est sans précédent dans l'histoire de ce pays. Nous avons amené le Président tout-puissant au départ. Cependant, les Artistes du Mouvement populaire sont fermement convaincus que la victoire ne peut être obtenue qu'en abolissant le bureau de la présidence exécutive lui-même. Avec les pouvoirs extraordinaires et sans entraves dont est investi le président exécutif, le Sri Lanka n'est rien d'autre qu'une dictature constitutionnelle. La présidence exécutive est une malédiction pour notre peuple depuis 43 ans, depuis qu'elle a été introduite par J.R. Jayewardene en 1979. Ce n'est qu'en supprimant cette disposition dictatoriale que nous pourrions commencer à travailler sur une Constitution qui garantira une forme démocratique de gouvernement au Sri Lanka. Nous formerons une large coalition pour répondre à cette demande.

Les Artistes du Mouvement populaire

« Seule la grève nous permettra de construire le rapport de forces nécessaire »

Les syndicats mobilisés, dont cinq se sont déjà dotés d'un mandat de grève, en appellent en effet à un bannissement complet des énergies fossiles, ainsi qu'à une taxation massive de la richesse, pour un réinvestissement dans les services publics et les programmes sociaux. « Seule la grève nous permettra de construire le rapport de forces nécessaire pour faire contre-poids au lobby des énergies fossiles », poursuit M. Geoffroy. « Les étudiants doivent reprendre la rue pour protéger leur avenir », dit Amélie Beaulé, déléguée de l'association étudiante du Cégep de Saint-Laurent. « Dès la rentrée, nous proposerons à nos membres de se joindre au mouvement de grève. Nous invitons toutes les associations étudiantes du Québec à faire la même chose », poursuit-elle. À l'instar des associations syndicales, ils et elles dénoncent l'absence d'ambition en matière climatique et sociale du gouvernement Legault. « La lutte face aux dérèglements climatiques et le financement des services publics et programmes sociaux doivent être des enjeux centraux de la prochaine campagne électorale », termine la déléguée. Plusieurs organisations communautaires sont aussi de la partie, dont le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ), le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA), qui invitent leurs membres à se mobiliser. La Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec (FNEEQ-CSN), la Fédération de la culture et des communications (FNCC-CSN), le Conseil central des Laurentides (CCSNL-CSN) et le Conseil central de l'Estrie (CCSNE-CSN) ont aussi endossé les revendications du mouvement. Les deux principales revendications portées par le mouvement sont :
– Bannir les énergies fossiles d'ici 2030, autant en termes de production, de transformation, d'exportation que d'importation ;
– Taxer massivement la richesse et réinvestir massivement dans les services publics et les programmes sociaux, afin d'assurer des conditions de vie décentes pour toutes et tous.

Travailleuses et travailleurs pour la justice climatique

LITTÉRATURE

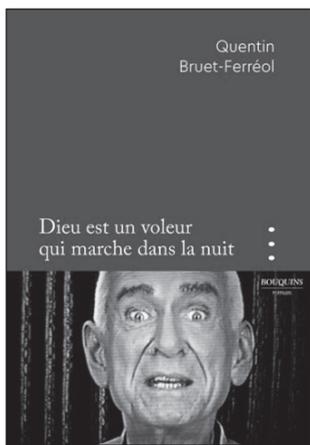
Dieu est un voleur qui marche dans la nuit, de Quentin Bruet-Ferréol

Bouquins Éditions, 441 pages, 20 euros.

Le 26 mars 1997, 39 corps sont découverts dans une villa de Rancho Santa Fe, banlieue cosue de San Diego en Californie. Ce sont des membres de la secte Heaven's Gate, fondée par Marshall Applewhite «Do» et Bonnie Nettles «Ti», qui ont effectué un suicide collectif lors du passage de la comète Hale-Bopp. Ils espéraient de cette façon échapper à l'Apocalypse, et atteindre un «niveau supérieur» à celui de simple être humain.

Histoire d'une secte

Ce récit romancé, qui s'appuie sur plus de sept ans d'enquête, nous fait entrer dans l'intimité de la secte, des premières prédications jusqu'aux derniers jours. Il revient notamment sur un évènement fondateur du groupe, une réunion publique à Waldport dans l'Oregon. À l'issue de celle-ci, une vingtaine de personnes dans le public, subjuguées par le discours des deux gourous, abandonnent familles et biens pour les rejoindre. Ces «disparitions» feront un tel bruit que Walter Cronkite, le grand journaliste étatsunien de l'époque, leur consacra un reportage dans son journal. Ce ne seront que les premiers à tout plaquer pour rejoindre la secte, qui recrutera



dans toutes les sphères de la société, des hommes d'affaires prospères aux hippies. La naissance de cette secte s'inscrit dans un certain contexte. En 1974, la guerre du Vietnam va bientôt s'achever. Altamont a marqué le reflux du mouvement hippie, la police a tué des étudiants antiguerre à la Kent State University et des étudiants noirs à la Jackson State University. L'abandon des accords de Bretton-Woods ainsi que le premier choc pétrolier en 1973 ont provoqué une forte crise économique. Nixon a été réélu facilement mais déjà l'affaire du Watergate éclate. Le capitalisme

US est pourrissant, et aucun contre-discours émancipateur n'émerge. Le désespoir et la perte d'illusions pousse une partie de la population vers les nouveaux mouvements religieux capables d'offrir une consolation face aux souffrances et à l'aliénation. Heaven's Gate, mêlant pensées new age et hippie, millénarisme chrétien et culte des ovnis, fut l'un d'entre eux. L'aggravation de la crise économique, la décomposition du mouvement ouvrier et de tous les contre-pouvoirs, le recul des services publics et en particulier du service public de la santé, ont permis l'émergence à une échelle de masse de discours conspirationnistes et ésotéristes lors de la pandémie de covid. Des communautés à l'image de One Nation sont actuellement en pleine dérive sectaire et sécessionniste. L'affaiblissement de la Miviludes, chargée de lutter contre les sectes, ne peut qu'inquiéter pour l'avenir... Et ce d'autant plus que la France a déjà connu des mises à mort au sein d'une secte apocalyptique. C'était dans la nuit du 15 au 16 décembre 1995, 16 personnes (dont trois enfants) membres de l'Ordre du Temple solaire ont été immolés par le feu dans le Vercors.

Sally Brina

ESSAI

Maltriarcat: quand les femmes ont soif de bière et d'égalité, d'Anaïs Lecoq

Éditions Nouriturfu, collection «Le poing sur la table», 144 pages, 15 euros.

La couverture flamboyante de ce livre annonce la couleur : il s'agit de bière, de la plus belle espèce, amère et colorée... et de celles qui la font !

Les premiers brasseurs étaient des brasseuses !

L'autrice fait l'inventaire, aux origines, de la production de bière en tant qu'activité domestique. De la Mésopotamie à la Scandinavie, on boit – on mange – de la bière qui, comme on le sait, est un breuvage très nourrissant. Dans le cadre de la division genrée des tâches, le brassage revient donc aux femmes... Mais cela va plus loin et la bière sort de l'aire domestique, puisque dès l'Antiquité, des femmes tiennent des cabarets où la bière est vendue et consommée, leur donnant une certaine autonomie financière...

Comment en est-on arrivé là ?

Là ? Un monde de la bière associé à des mecs (blancs, hétéros) qui en ont ! L'autrice décrit le processus par le menu. Pour faire court, mentionnons le moment où la bière sort de la sphère familiale en devenant



une production industrielle, à la qualité constante, consommée de plus en plus par «des classes sociales plus aisées et des élites». En d'autres termes, brasser devient rentable et prestigieux : une affaire d'hommes donc !

Reprendre sa place !

Quand les femmes reviennent dans le jeu, c'est sur l'étiquette... le plus souvent pour le pire : conforter la bière comme une

boisson pour mâles dominants. Pour reprendre leur place au brassage, à la dégustation, à la distribution, c'est toute une histoire, l'histoire du retour des femmes du bon côté de la chopine !

C'est cette aventure que relate l'autrice, en nous invitant à explorer le domaine de la bière artisanale, les brasseries craft. Celles-ci se multiplient, dans une recherche de qualité et d'identité de bières de caractère, et ouvrent un nouvel univers de la bière. Celui-ci, pour autant, n'est pas spontanément féministe, loin s'en faut, mais permet l'émergence de zones libérées au sein desquelles des femmes, brasseuses, sommelières, commerciales, patronnes de brasserie, s'imposent. Comme par hasard, il s'agit très souvent de démarches collectives, collaboratives, voire carrément politiques ! Comment mieux conclure que la quatrième de couverture : «L'autrice dessine un panorama saisissant et sans-faux-col de ce monde de la bière en pleine effervescence où le patriarcat a désormais la pression» ! Je prendrais bien une tit' bière, moi... Claude Moro



Comme chaque année (et dans la suite de la semaine dernière), l'Anticapitaliste pour l'été. Romans, essais, BD : une variété de titres, la plupart récemment

ESSAI

Déviriliser le monde, de Céline Piques

Éditions Rue de l'Échiquier, 112 pages, 12 euros.

Céline Piques propose un titre qui semblera provocateur à certains : oui, il y a un problème de virilité dans notre société. Elle égrène des chiffres qui parlent d'eux-mêmes : «En France, 96% de la population carcérale est masculine. Les hommes sont responsables de 99% des viols, de 97% des violences sexuelles, mais aussi de 95% des vols de véhicules, de 99% des incendies volontaires ou encore de 89,5% des destructions et dégradations». Tout l'intérêt de son propos est de ne pas se cantonner à une dénonciation de la masculinité toxique, mais de la placer dans une réflexion politique : l'autrice se présente en tant que «féministe matérialiste» et réfléchit à ce qui pourra déconstruire cette construction genrée de la violence.

Pour une «politique réellement de gauche et féministe»

Bien sûr, elle revient sur l'éducation des garçons, acculturés à la violence. Mais sa réflexion se poursuit sur la culture du viol, la spécificité de la pédocriminalité, la violence véhiculée en toute impunité par la pornographie, les inégalités économiques qui participent à l'écrasement des femmes. Elle inscrit la prostitution dans le continuum des violences sexistes et l'appropriation patriarcale du corps des femmes par les hommes. C'est donc tout un système, le patriarcat, qu'elle analyse, en s'appuyant sur des faits et des données chiffrées. Son propos se nourrit aussi de nombreuses citations de penseuses féministes, comme Andrea Dworkin, Françoise Héritier, Christine Delphy ou Gisèle Halimi, citations qui donnent envie d'ouvrir ensuite bien d'autres livres. À la question de savoir comment transformer cette société ultraviolente, en particulier pour les femmes et les enfants, Céline



Piques ne répond pas par le slogan «révolution prolétarienne» ! Elle accuse d'ailleurs la gauche d'avoir trop souvent traité la cause des femmes en «sujet sociétal secondaire», relégué derrière la grande cause de la lutte des classes ; ce propos fera écho aux récents échanges que nous avons eus lors de notre week-end féministe¹. Ses propositions pour une «politique réellement de gauche et

féministe» sont concrètes et éminemment politiques : certaines nous sont familières, comme l'égalité salariale et la revalorisation des métiers du care, ou encore la création d'un véritable service public de la petite enfance ; d'autres concernent des aspects sur lesquels notre courant s'est peu penché comme la politique fiscale, la question du quotient familial ou l'attribution des aides sociales. Elle revendique également une sexualité épanouissante pour touTEs, à l'opposé des violences véhiculées par la pornographie. Ses analyses, en tant qu'ancienne présidente d'Osez le féminisme, ne feront sans doute pas l'unanimité, mais alimenteront les débats qui traversent le milieu militant féministe et notre parti.

L'ouvrage se clôt par l'évocation d'un écoféminisme qui ne soit pas essentialisant, mais absolument politique et émancipateur, avec une longue citation d'Émilie Hache, qui ouvre réflexion et discussions, comme l'ensemble du livre.

Catherine Stotzky

1 - Lire le compte rendu de ce week-end dans l'Anticapitaliste n° 616.



CHARMAG

URES

capitaliste vous propose une sélection de livres récemment parus et déjà évoqués dans nos colonnes.

LITTÉRATURE

Le jeune homme, d'Annie Ernaux

Gallimard, collection Blanche, 48 pages, 8 euros.



glace et peut se comparer aux jeunes femmes entourant son amant, sans aucune ambiguïté quant à l'espoir d'un avenir commun – encore que, sans jamais masquer ce que cette relation lui apporte ni ce que sa position dominante lui permet dans ce cadre à la fois égalitaire et dissymétrique, l'autrice se montre lucide et honnête. Pour autant, la femme de l'histoire n'est jamais cynique, elle s'affiche amoureuse, jouissant des plaisirs partagés, les assumant pleinement, autant pour ce qu'ils apportent au présent que pour ce qu'ils rapportent d'un passé idéalisé, nostalgique (malgré tout !). Comme une nouvelle chance de vivre un grand amour... et de « déclencher l'écriture du livre » !

... audacieuse et subversive !

L'audace d'Annie Ernaux tient-elle dans sa manière très radicale d'affronter, auprès de son jeune amant, le regard des autres ? Redevenue la « fille scandaleuse », elle brave la morale sociale qui réproche d'autant plus cette relation contre nature que la femme est ici l'ainée. Elle s'amuse même, en un fier défi dont elle a les moyens, de constater l'effet que leur présence affichée provoque. À moins que l'audace de l'autrice, sa puissance subversive, ne se niche dans le lien très étroit entre la sexualité et l'écriture (« Souvent j'ai fait l'amour pour m'obliger à écrire »), voire entre l'œuvre et l'expérience de la vie et sa maîtrise assumée. (« Si je ne les ai pas écrites, les choses ne sont pas allées jusqu'à leur terme, elles ont été seulement vécues. ») **Claude Moro**

Une femme simple...

La force du récit tient en une écriture directe, nerveuse, un peu sèche parfois, au service d'un propos sincère à l'extrême. Sans complaisance avec elle-même – Annie Ernaux se voit dans la

ESSAI

Au commencement était..., de David Graeber et David Wengrow

Éditions les Liens qui libèrent, 752 pages, 29,99 euros.

Kondiaronk était un porte-parole de la confédération Wendat, coalition de quatre nations de la famille linguistique iroquoise, établie dans ce qui est aujourd'hui le Canada. Dans les années 1690, il était régulièrement invité à débattre dans les salons organisés par le gouverneur de la Nouvelle-France où il rencontra le Baron de la Hontan. Ce dernier publie en 1703 un livre qui retranscrit les conversations qu'il a eues avec Kondiaronk sous le titre *Dialogues curieux entre l'auteur et un sauvage de bon sens qui a voyagé*. Ce sera un best-seller.

Dans ces *Dialogues*, Kondiaronk délivre une critique acerbe contre les us et coutumes des sociétés européennes et leurs conceptions de la religion, de la politique, de la médecine et de la sexualité. C'est ce que que Graeber et Wengrow appellent la critique indigène. Ce genre de récits était déjà très populaire en Europe durant le 17^e siècle. Il a permis aux intellectuels européens de s'interroger sur des notions jusqu'alors inconcevables : la liberté individuelle et les inégalités. Une majorité d'auteurs des Lumières a d'ailleurs repris la forme de dialogues avec des indigènes pour leurs discussions philosophiques.

Ni Rousseau ni Hobbes

Ces bouleversement conceptuels ont permis en 1754 à l'Académie des sciences de formuler la question « *Quelle est l'origine de l'inégalité parmi les hommes, et si elle est autorisée par la loi naturelle ?* », l'intitulé du concours pour lequel Jean-Jacques Rousseau a écrit son fameux *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*.

Son essai postule, pour simplifier, qu'à l'aube de l'humanité, nous vivions en petits groupes de chasseurs-cueilleurs joyeux et égaux. Puis, avec la « révolution agraire », l'apparition des cités, de la « civilisation » et de l'État, apparaissent la propriété privée, la cupidité et la soif de dominer son prochain. C'est une vision de l'évolution humaine plutôt de gauche. La version de droite de cette histoire est posée par Thomas Hobbes dans *Léviathan* (1651). Dans celle-ci, les humains à l'« état de nature » sont des brutes solitaires et l'évolution de la civilisation permet justement de contenir nos bas instincts de domination. Le projet d'*Au commencement était...* est de réfuter ces deux versions – encore très répandues – de l'histoire de l'humanité. Ce livre fascinant se base sur des indices archéologiques et anthropologiques pour raconter

une histoire très différente des sociétés humaines de ces 30 000 dernières années. Sur tous les continents, de la fin du paléolithique aux sociétés indigènes contemporaines, ils montrent l'infinie diversité des organisations sociales imaginées par les humains. Et leur évolution, rarement linéaire, certaines sociétés changeant radicalement d'organisation sur une brève période, d'autres même en fonction des saisons. D'autres encore choisissant consciemment une organisation sociale diamétralement opposée à celle des peuplades voisines.

Complexité et liberté

Un seul exemple : Uruk, dans l'Irak actuel, vers 3 300 av.J.-C. Population : environ 30 000 personnes. La plupart des villes de la région sont organisées en assemblées populaires à plusieurs niveaux – par quartier, par profession jusqu'à l'échelle de la ville entière. À Uruk, la taille de l'esplanade est telle qu'il semble qu'une grande majorité des citoyens – y compris donc les femmes – y participaient. Certaines tâches sont distribuées sous forme de corvées que toutes les habitantes sans distinction doivent offrir à la collectivité. La quantité de produits fabriqués et échangés, en plus de la comptabilité précise, tenue grâce

David Graeber & David Wengrow

AU COMMENCEMENT ÉTAIT... 

Une nouvelle histoire de l'humanité

LES LIENS QUI LIBÈRENT

à l'écriture cunéiforme, en font une société déjà relativement complexe. Ce n'est pourtant que beaucoup plus tard qu'on commence à voir émerger des rois et des structures hiérarchiques. Et celles-ci ne se sont pas développées de l'intérieur, à cause d'une complexification des activités, mais par l'invasion de groupes guerriers des campagnes alentour, important leur structures aristocratiques.

L'une des revendications centrales de notre camp social est de partir des besoins et d'organiser la société en fonction de ceux-ci. Les théories dominantes, et même le langage qui sert à décrire l'histoire des sociétés humaines, étant majoritairement conçues pour expliquer comment nous en sommes arrivés au « meilleur des mondes possible », cette revendication reste difficile à envisager concrètement. Le livre de Graeber et Wengrow est pensé comme un outil pour envisager de nouvelles formes de réalités sociales.

Niels Wehrspann

Paru dans le n°400 de *solidarités* (Suisse)

BANDE DESSINÉE

Je ne veux pas être maman, d'Irene Olmo

Scénario et dessin d'Irene Olmo, traduction de Léa Jaillard. Éditions Bang, 110 pages, 15 euros.



Ancienne élève des Beaux-Arts de Séville et Valence, Irene Olmo est illustratrice pour de nombreuses maisons d'édition et des périodiques espagnols. Elle participe aussi à des fanzines et, en 2019, à quarante ans, elle a décidé de se lancer dans la BD en publiant un récit autobiographique, *No quiero ser mama*, qui a rencontré un large écho en Espagne dans les milieux féministes et bien au-delà. C'est ce récit qui est aujourd'hui publié en français par les éditions Bang de Barcelone.

« La maternité est un choix qui trouve un sens au sein d'un projet de vie déterminé. Il ne peut jamais être un projet de vie en soi » : Irene ne veut pas d'enfant et l'assume pleinement en luttant contre la pression sociale. Ce roman graphique espagnol questionne la « normalité » imposée de manière

consciente ou non par la société et la tradition, pas seulement chrétienne, aux femmes. Un lent cheminement pour apprendre la tolérance, le respect de l'autre et de ses décisions.

Un récit autobiographique

Irene est une petite fille comme les autres. Elle joue à la poupée avec ses sœurs et ses copines, elles se taquinent et veulent des dizaines d'enfants. Un jour, elle va même jusqu'à se grimer avec un gros ventre et des accessoires divers. Mais plus le temps passe, plus Irene grandit et plus elle se pose des questions. Au collège, il se raconte dans la cour que plusieurs filles sont tombées enceintes. Irene pense qu'elles devraient affronter les conséquences de leurs actes. Mais quand c'est sa meilleure amie qui tombe enceinte et qu'un débat sur l'avortement est organisé en classe, elle se propose pour l'animer. Son professeur l'incite à se mettre dans la peau de son amie pour comprendre les problèmes qu'elle rencontrerait si elle-même avait un fils ou une fille. Irene commence alors à dépasser les préjugés de la société patriarcale et à défendre l'avortement.

Puis les années filent, ses amis deviennent parents, tous ne

parlent plus que de leurs gamins. Elle se sent rejetée. Elle n'est pas mère, elle n'est pas une « vraie femme accomplie ». Sa famille la pousse, celle de son ami aussi, des petites phrases assassines lui sont dites naturellement qui font très mal : « *Rho, tu vas bien changer d'avis* », « *Les enfants ça donne un VRAI sens à ta vie* »... Pourtant sa décision de ne pas vouloir d'enfants est mûrement réfléchie, alors pourquoi tant de critiques directes ou indirectes ? Pourquoi se sent-elle à part, comme une extraterrestre ? Pourquoi les autres ne voient-ils pas que les femmes sont conditionnées dès leur plus jeune âge à « devoir vouloir » avoir des enfants ?

Donner la vie ou non

Avec ce roman graphique, Irene Olmo nous offre un magnifique témoignage sur sa décision de ne pas avoir d'enfants. Outre cette volonté, ce livre parle aussi et surtout de la pression sociale que les femmes subissent au sujet de la procréation. Insistance, remarques maladroites, déplacées voire carrément méprisantes. Les situations et conflits que génère la prise de décision de non-maternité d'Irene sont certes traités avec humour mais aussi avec le ton réflexif et introspectif

qui va bien au-delà de la seule défense du droit à l'IVG et s'attaque à la normalité imposée par une société patriarcale depuis des millénaires.

La BD aborde aussi bien les raisons des femmes (et des hommes) qui veulent des enfants que celles de ne pas en vouloir. Un débat utile qui pousse Irene à se poser les bonnes questions et surtout à trouver les bonnes réponses.

Le graphisme au service d'un voyage intérieur

Cette bande dessinée, qui bénéficie de dessins vraiment très réussis, devrait passer entre les mains de tout le monde : adolescentEs, hommes, femmes, parents, non-parents, concernés ou non par la question... tout le monde ! Elle pourrait ouvrir les yeux sur le fait que faire des enfants n'est pas un passage obligé et surtout que ce n'est absolument pas l'affaire des autres.

Ce petit voyage dans la tête d'une femme est renforcé par des inventions graphiques et une palette de couleurs qui suggèrent à merveille le monde intérieur d'Irene. Gageons que toutes celles et ceux qui se posent la question ne lâcheront pas l'album jusqu'à sa dernière page. Une BD vraiment rare et différente.

Sylvain Chardon

librairie
★ la-breche.com

MÉTROPOLE DE BORDEAUX Non à l'enfermement des migrantEs, ni ici ni ailleurs!



Le 7 juillet, nous étions une cinquantaine de militantEs du collectif anti-CRA venus protester contre le projet de « relocalisation » du futur centre de rétention administrative.

L'État ayant prévu d'installer le CRA dans un quartier résidentiel de Pessac, le maire de Mérignac et président de Bordeaux Métropole, Anziani (PS-Nupes), en accord avec celui de Pessac (ex-LR), proposait de mettre plutôt à disposition un terrain de sa commune, no man's land situé entre l'aéroport et le crématorium... Le terrain appartenant à la Métropole, un vote devait avoir lieu.

La majorité des élus locaux complices de l'État

Depuis six mois, le collectif se bat contre le futur CRA, quel qu'en soit le lieu, et pour la fermeture de l'actuel situé dans les sous-sols du commissariat. Une bataille politique qui a permis de faire connaître la réalité des CRA et de dénoncer la politique migratoire du gouvernement et de ses prédécesseurs, en appelant entre autres les organisations et les élus à prendre position. Ainsi, le 4 juillet, au conseil municipal de Cenon, commune qui abrite un LRA (autre lieu de rétention pour migrantEs) une motion co-écrite avec le collectif présentée par Christine Héraud, élue NPA, avec le soutien de l'élue LFI, a été l'occasion d'échanges vifs. Le maire (PS-Nupes) justifiant l'enfermement en parlant de migrants « délinquants »... et appelant à ne pas prendre part au vote, a fait réagir des éluEs de sa propre majorité, se solidarisant de la motion qui, au total, a été adoptée avec 12 voix pour, des abstentions et 0 contre...

À la Métropole, l'échange des terrains a sans surprise été validé par la majorité des élus, mais la contestation s'y est là aussi largement fait entendre, non seulement à l'extérieur mais aussi à travers la voix de notre camarade Philippe Poutou ainsi que des élus Verts et, de façon plus alambiquée, du PCF. Au final, 36 élus ont voté contre et 64 pour (PS, LREM, LR...).

Les camarades du collectif, en colère, n'en étaient pas moins satisfaits d'avoir marqué des points, d'autant que la presse a relativement bien rendu compte de notre mobilisation.

Isabelle Ufferte

ÉDUCATION NATIONALE Une rentrée en dramatique continuité

Publiée juste après la sortie des enseignantEs, la première circulaire de rentrée du nouveau ministre ne représente aucune rupture avec Blanquer. Contractualisation des moyens, pilotage par l'évaluation, insertion poussée dans le monde de l'entreprise: loin de tout objectif d'émancipation, la feuille de route présidentielle d'une école libérale ségrégative continuera à s'appliquer.

Confirmée comme « objectif prioritaire », la maîtrise des « savoirs fondamentaux » reste la pierre angulaire de l'école primaire. Le français et les mathématiques sont désignées comme priorité continue et l'histoire, les sciences ou la géographie n'apparaissent nulle part.

Afin d'arriver à cet objectif, le ministère dispose des évaluations mises en place par Blanquer. Poursuivant cette logique de l'évaluation permanente, elles seront mises en place à titre expérimental en CM1. Il n'y a aucun doute sur le fait que cette expérimentation sera appelée à se généraliser: rappelons-nous que « l'expérimentation marseillaise » n'aura vécu que six mois avant que sa généralisation soit annoncée.

Car ces évaluations sont désignées comme des outils à disposition des rectorats et des directions académiques pour orienter leur action et construire accompagnement et formation. Il faut mettre tout ceci en cohérence avec d'une part les contractualisations des moyens au travers de différents dispositifs (contrats locaux d'accompagnement, expérience marseillaise, cités éducatives) et d'autre part les évaluations d'école qui consistent à faire évaluer les apprentissages par l'ensemble de la communauté éducative. Si les moyens dépendent des évaluations, nous sommes dans une situation de pilotage par les résultats: les logiques d'entreprise mises en œuvre pour l'école.

Secondaire: vers la fin du collège unique?

En ce qui concerne le secondaire, la logique évaluative est mise au service de la sélection. Si là aussi la question des fondamentaux, autour notamment du « plan mathématiques », apparaît comme un enjeu, c'est aussi la fin du collège unique qui se

profile avec les évaluations au cœur du dispositif. Maintenus en sixième, elles sont mises en place à titre expérimental en quatrième. L'évaluation d'établissement, qui existait pour 20 % des établissements, se poursuit. Et, comme pour le primaire, c'est donc un pilotage par les résultats qui se construit avec, comme outil de gestion, l'autonomie des établissements. Si on y ajoute les velléités sur la mise en place plus précoce

de l'apprentissage mais aussi la tutelle du ministère du Travail sur la filière professionnelle, tous les voyants de la destruction du collège unique sont au rouge. Et pour couronner cette logique, l'insertion dans le monde de l'entreprise devient prégnante avec l'objectif d'une demi-journée hebdomadaire d'intervention dès la cinquième.

L'objectif se poursuit: une école au service du capital

Plus personne ne peut dire qu'il ne savait pas: le nouveau ministre continuera la politique de Blanquer et c'est la feuille de route présidentielle qui s'appliquera. Et cette dernière est profondément structurelle, au service d'une école de classe.

La contractualisation des moyens humains comme financiers autour de « projets innovants » ou des résultats aux évaluations, c'est la mise en concurrence des établissements et des personnels. Dans des conditions d'exercice dégradées, la recherche de moyens supplémentaires est malheureusement une motivation pour des personnels qui souffrent de ne pas pouvoir exercer correctement leurs missions premières.

Mais cette contractualisation est mise au service de l'évaluation permanente. Cela va assujettir les pratiques et résistances enseignantes. Soumis aux pressions des résultats, dont dépendront les moyens, les enseignantes et enseignants risquent de n'avoir plus comme ambition que la réussite aux évaluations et de pratiquer un « teach to test » qui éloigne de toute culture scolaire et citoyenne commune. Celles et ceux qui refusent de s'y soumettre seront sous la pression du groupe. Le résultat: des classes d'âges entières qui acquièrent des compétences préétablies, loin de toute construction d'esprit critique, des élèves qui sont sélectionnés et dirigés dès le collège dans des voies spécifiques valorisables dans le monde de l'entreprise futur...

À ce petit jeu, ce sont les enfants des classes dominantes et/ou conniventes avec les attendus scolaires qui tireront leur épingle du jeu: ils et elles seront les seuls à construire les savoirs autres. Il n'y a aucune fatalité. Si la question salariale est bien sûr sur toutes les lèvres, la question du sens des métiers et de l'école ne peut être évacuée.

L'idée d'un toutes et tous ensemble pour exiger une école de l'émancipation au service des élèves et les moyens nécessaires en recrutement comme en salaire pour y parvenir doit faire son chemin: il y a urgence.

Antoine Bouyou

PÉNURIES



l'Anticapitaliste la revue

Le n°136 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à:

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

CDISATION DES AED Le statut de fonctionnaire reste à gagner

Cela faisait longtemps que l'accès au CDI pour les assistantEs d'éducation leur était promis, et plus encore que celles et ceux-ci le revendiquaient. Et c'est chose faite depuis le 6 juillet après de longues années de lutte.

Les AED sont les personnels les plus précaires au sein de l'Éducation nationale. Ils et elles sont corvéables à souhait, mal payés,

peu, sinon pas considérés et dans un état d'équilibre instable permanent.

Un travail pénible et peu valorisé
Et pour cause, jusqu'à maintenant ils et elles n'avaient le droit d'effectuer le métier d'AED que pendant six ans. Une fois les six années passées, ils et elles étaient gentiment remerciés et mis à la porte. Cette règle, justifiée par le ministère comme moyen d'inciter les AED à évoluer vers d'autres professions, permettait surtout de placer ces travailleurEs, pour la plupart déjà

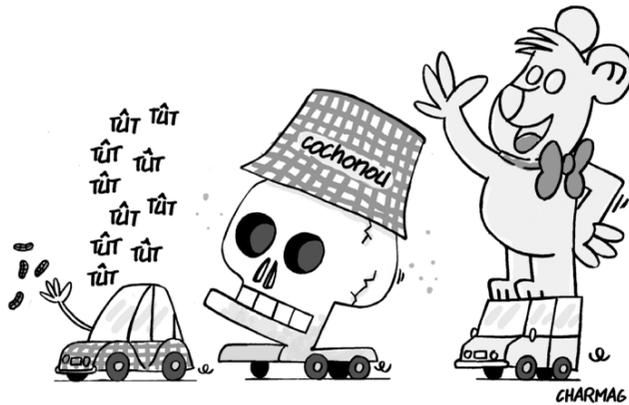
ALIMENTATION **Nitrites, le cancer dans l'assiette!**

Avec beaucoup de retard, l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) vient (enfin!) de confirmer « l'existence d'une association entre les risques de cancer colorectal et l'exposition aux nitrates et nitrites ingérés via la viande transformée ».

On aura donc eu droit à sept années d'inaction gouvernementale pour défendre notre santé face à l'agro-capitalisme, et préparer la transition nécessaire vers l'interdiction des nitrites alimentaires. Car c'est depuis 2015 que les viandes transformées par les nitrites sont classées cancérigènes avérés par le Centre international de recherche sur le cancer, rattaché à l'OMS, qui estimait que 3880 cancers du côlon et 500 cancers de l'estomac étaient attribuables à la consommation de charcuterie en France. Sous la pression des associations et d'un rapport parlementaire, le gouvernement a été obligé de saisir l'Anses en juin 2020. Elle a mis plus de deux ans pour rendre son avis, publié le 12 juillet 2022!

Des recommandations non contraignantes

Malgré cette reconnaissance tardive, l'Anses recommande seulement de « réduire l'exposition de la population aux nitrates et nitrites par des mesures volontaristes ». L'interdiction des nitrites demandée par de nombreuses associations de consommateurs passe à la trappe, comme le projet de décret présenté à la suite du rapport parlementaire avait été vidé de son contenu. « L'interdiction



progressive» avait été remplacée par le gouvernement par une très vague et inoffensive « trajectoire de baisse ». Le tout à l'initiative du ministère de l'Agriculture, sous les félicitations des industriels de l'alimentation, et notamment de la Fédération des industriels charcutiers-traiteurs. Ces industriels avaient multiplié les procès contre les associations de consommateurs, et notamment contre Yuka, frappée au porte-monnaie, obligée de supprimer de son site l'avis de l'OMS classant nitrates et nitrites « *cancérigènes probables* », obligée de supprimer le lien vers la pétition « Stop aux nitrites ajoutés dans notre alimentation », signée par plus de

360 000 personnes. Cette pétition de la Ligue contre le cancer, de FoodWatch et de Yuka soulignait que « *les nitrites et nitrates ajoutés dans notre alimentation présentent un danger pour la santé. Lorsqu'on les ingère, ils peuvent contribuer à la formation de composés cancérigènes dans notre estomac : des nitrosamines* ».

11 millions de décès par an

Pour défendre les additifs nitrés, les fameux E249, E250, E251 et E252, les industriels mettent surtout en avant la diminution du risque botulique. Pourtant le développement de gammes de charcuterie sans nitrites, 7% des jambons vendus

dans le commerce, n'a eu aucun effet de montée de ce risque, autour de 10 à 15 cas chaque année, avec un décès estimé tous les trois ans, donc très loin du risque cancer. La vraie raison de la défense des nitrites par les industriels, c'est que les nitrites donnent cette belle couleur rose aux jambons, gris au naturel, une belle couleur qui facilite l'achat, et qu'ils allongent la durée de conservation et facilitent les procédés de transformation. Donc facilitent leurs profits! Au-delà des nitrites, cela attire l'attention sur l'enjeu de santé publique que constitue notre alimentation. Une alimentation ultra-transformée, trop riche en sucres, en graisses et en sel, trop pauvre en céréales complètes et en fruits, pour le plus grand profit des industriels. En bref, mal manger tue plus que le tabac! Un décès sur cinq dans le monde est dû à une alimentation déséquilibrée, selon une vaste étude de 2017 du Global Burden of Disease, la charge mondiale des maladies, publiée par *The Lancet*, qui chiffre à 11 millions les décès attribuables chaque année à un mauvais régime alimentaire, contre 8 millions pour le tabac. Principal accusé, le sel ajouté par les capitalistes de l'alimentation, avec 3,2 millions de décès annuels. Le sel retient l'eau, et donc augmente le poids du produit vendu, donne soif et fait vendre plus de canettes, au prix de l'explosion des pathologies cardio-vasculaires. Notre santé dans l'assiette vaut plus que leurs profits!

Frank Prouhet

FONDERIE DE BRETAGNE Une reprise ou une arnaque de plus?

Un fonds d'investissement allemand, Callista, vient d'annoncer qu'il rachète la Fonderie de Bretagne à Caudan (56)... pour un euro symbolique.

Au mois de mai 2020, Renault, après avoir largement délocalisé la production, décidait de lâcher la Fonderie de Bretagne. En mars 2021, l'annonce de mai 2020 devenait effective, et ce fut le démarrage d'une longue lutte qui a duré deux mois, combinant grève totale, interpellation des autorités et des éluEs et actions visibles sur tout le pays lorienais. Hélas, dans un contexte différent de la fin des années 2000 et de la lutte historique de 2008-2009-2010 et à l'heure de la désindustrialisation et du bradage des fonderies comme à Saint-Claude ou Decazeville, la détermination mais aussi la non-extension du conflit aux autres unités Renault n'a pu faire revenir le constructeur sur sa décision. Depuis, pour l'ensemble des travailleurEs du site, c'est l'angoisse, le stress et pour certains d'entre eux, en fait, les démissions.



Le Messie est-il arrivé?

De promesse de reprise en promesse de reprise, ce sont aujourd'hui moins de 300 ouvrierEs qui ont appris que c'est un fonds d'investissement allemand, Callista, qui rachète l'usine... pour un euro symbolique. Quelle honte! Un fonds d'investissement plus proche du vampire et de l'aspirateur à subventions publiques que d'un projet industriel fiable et viable.

Alors, certes, il y aurait maintien des emplois restants... pour les deux ans à venir, avec, paradoxe, un investissement de 32 millions d'euros de Renault qui cède l'entreprise mais fournit les millions. Pour Callista, comme le déclare le syndicat CGT : « *On a déjà été échaudé par le passé, Callista est un fonds qui a des objectifs de court terme pour redresser l'entreprise, sans quoi ils la fermeront* ». L'histoire de Callista qui ne cherche que les profits faciles n'est faite que de rachat à l'euro symbolique et de faillite comme Vulcast en Belgique ou Halosteelring dans la région de Liège. À Caudan, les salariéEs et la CGT émettent de forts doutes sur la pérennité du projet et la protection des emplois. « *Combien de temps avant que Callista ne se sépare de la Fonderie de Bretagne si les résultats se font attendre? Les craintes sont de voir le fonds d'investissement détruire les emplois, siphonner l'outil de travail et... désertier avec les subventions publiques* ».

L'avenir est sombre, comme dans de nombreuses entreprises, et seules des mobilisations sociales et un changement radical de politique rompant avec la course aux profits et les cadeaux aux multinationales et autres vampires pourront changer la donne, recréer de l'espoir et de réelles perspectives.

CorrespondantEs

FONDERIES DU POITOU **La désindustrialisation capitaliste**

Ouvertes en 1981, les Fonderies du Poitou Fonte et Aluminium fabriquaient des pièces automobiles pour le groupe Renault, qui en 1998 décide de vendre le site à des groupes privés successifs tout en restant leur unique client. En 2011, une énorme lutte démarre : après un nouveau changement de direction, un plan de baisse des salaires est décidé et quelques mois plus tard un placement en redressement judiciaire. Cette lutte permet alors d'éviter la fermeture des Fonderies mais n'est que le début d'une longue bataille.

La lutte comme seule option

Plusieurs grands groupes privés vont ensuite se succéder tous les deux-trois ans en moyenne, avec à chaque fois la même routine : les

Le 30 juin 2022 avait lieu la dernière coulée de culasse des Fonderies du Poitou à Ingrandes-sur-Vienne, dans le bassin châtelleraudais. Après 10 ans de lutte sans relâche, plus de 600 travailleurEs ont subi de plein fouet les logiques de désindustrialisation organisée par les capitalistes.

actionnaires rachètent l'usine, bénéficient de nombreuses subventions de l'État, n'investissent pas dans l'outil de production et repartent quelques années plus tard avec le savoir-faire industriel pour produire les mêmes pièces dans d'autres pays. La fonderie Fonte ferme ses portes en juillet 2021 puis l'Aluminium suit en juillet 2022 suite à une baisse progressive des commandes de Renault, puis une liquidation judiciaire et un retrait des actionnaires, laissant près de 600 travailleurEs sur le carreau. Alors la fermeture était-elle inévitable? Selon les syndicats, pas du

tout. Depuis près de 20 ans, en plus des nombreuses grèves et blocages de production, les syndicats des Fonderies ont beaucoup réfléchi sur une réorientation de la production et ont proposé différents projets de reconversion qui allaient dans le sens de la transition écologique, par exemple pour des rails de train, des pièces de camion ou de vélo. Mais ces propositions n'étaient pas du goût des capitalistes et des gouvernements libéraux successifs : aucun plan d'investissement n'a été fait dans ce sens ni par les actionnaires, ni par Renault, ni par l'État.

La lutte des Fonderies a tout de même marqué un tournant historique dans le bassin châtelleraudais. Car, malgré le défilé de politiques notamment en période électorale pendant dix ans, seule la lutte organisée par les travailleurEs eux-mêmes a permis de maintenir les emplois, bien mieux que n'importe quelle élection. Une preuve supplémentaire de l'importance de la lutte sur le terrain et dans les entreprises, organisée par et pour les travailleurEs face aux logiques capitalistes.

Jordan P.

Version intégrale à lire dans le *Poitou Rouge* n°1, en ligne sur poitiersanticapitaliste.org.

jeunes et pauvres, dans une situation de précarité accentuée, ne permettant pas de se projeter et d'envisager sereinement la suite. Les AED étaient constamment sur le fil du rasoir, subissant la pression du renouvellement.

Et c'est une arme dont les directions se sont allègrement servies au cours des années et des mouvements sociaux, pour sanctionner et réprimer toute forme d'organisation dans les vies scolaires. C'est notamment pour cette raison que le taux de syndicalisation est très faible dans cette profession. Alors qu'il s'agit d'un travail pénible et peu valorisé, la lutte sociale aurait dû y trouver un terreau fertile mais la répression y est très aisée pour une direction n'aimant pas la confrontation. C'est d'ailleurs le non-renouvellement qui a attendu la plupart des AED ayant cherché à

s'organiser et à mener des luttes pour de meilleures conditions de travail. Une AED à temps plein travaille 40 h 50 par semaine et est payé 35 heures au SMIC. On renvoie la plupart du temps sa mission à la tâche de surveillance. Cependant celle-ci n'occupe pas la majeure partie du temps. La fiche de poste est floue puisque absolument n'importe quelle tâche peut être renvoyée à un AED. Toutes? Pas tout à fait, mais gare à celui ou celle qui en refuserait une. Il est également l'échelon le plus bas d'un établissement, ce que les directions manquent rarement de rappeler.

L'illusion d'un nouveau statut

Après des années de lutte acharnée des AED, avec ou sans syndicat, c'est bien l'une des principales revendications qui

vient d'être satisfaite. Cette avancée, loin d'être une charité de cœur du gouvernement de Macron, est la conquête permise par de nombreux jours de grève dans des établissements de toute la France, rappelant que sans AED, la vie scolaire ne tourne pas, et si la vie scolaire ne tourne pas, c'est tout l'établissement qui ne tourne pas. Ce fut notamment le cas cette année dans plusieurs collèges où la direction se retrouva obligée de demander aux élèves de rester chez eux plutôt que de venir en cours. Le rouage invisible mais pourtant indispensable de la vie scolaire. Ainsi, depuis le 6 juillet, les AED ont accès au CDI. Enfin pas tout à fait. Le texte présenté par le ministère pour mettre en œuvre leur CDIisation est loin de répondre aux exigences. En effet, pour y accéder, un E AED devra déjà

avoir effectué six ans, il n'y a aucune garantie de recrutement en CDI, ni que celui-ci soit sur une quotité au moins égale à celle détenue précédemment – et bien sûr la rémunération reste au minimum fonction publique sans aucune amélioration prévue. On peut s'attendre à ce que les directions limitent les accès au CDI, en refusant tout simplement de renouveler jusqu'aux six ans ou tout simplement en ne proposant pas le CDI au terme des six ans. Il est plus confortable pour une direction de maintenir une équipe d'AED précairisés plutôt que d'avoir des personnels n'ayant pas la pression du renouvellement. En plus du statut de CDI, celui de CDD a également été ouvert pour des durées supérieures à un an, qui était alors le seul contrat possible. Ce statut est également une avancée sociale car elle

permet de rompre temporairement avec l'instabilité.

Toutefois, cette avancée est loin d'être suffisante car elle reste extrêmement floue et ne garantit pas pleinement une amélioration des conditions de vie et de travail pour les AED. Il est nécessaire de porter comme revendication une augmentation de salaire et l'accès au statut de fonctionnaire pour touTEs les AED, seul statut offrant une stabilité. La victoire de la CDIisation doit entraîner d'autres, jusqu'à une pleine reconnaissance du métier d'assistantE d'éducation! Pour cela, ne nous leurrons pas, il faudra encore lutter, perdre des jours de salaire, faire pression et finalement gagner! Nous ne voulons pas des miettes, nous voulons gérer directement la boulangerie!

Radu Varl

Université d'été du NPA**FORMULAIRE D'INSCRIPTION****NOM :****PRÉNOM :****ÂGE :****TÉL. :**

(Attention : les mineurEs venant seuls doivent fournir dès l'inscription une autorisation parentale)

GENRE :**ADRESSE :****CODE POSTAL :****VILLE :****EMAIL :** (écrire lisiblement)**NOMBRE D'ADULTES INSCRITS :****NOMBRE D'ENFANTS INSCRITS :****DATE(S) DE NAISSANCE DES ENFANTS INSCRITS :****Souhaitez-vous que vos enfants soient gardés en journée ?****OUI** **NON** **VÉGÉTARIEN** **VÉGAN** **SOMME TOTALE DUE :****MONTANT DE L'ACOMPTE**

(la moitié de la somme due) :

Avec qui l'hébergement est-il souhaité ? (Attention, précisez impérativement si la distanciation physique est nécessaire dans le logement) :**Autres indications** (mixité possible ou non, couche-tôt, problèmes particuliers...) :

Pour les personnes handicapées, précisez si des aménagements particuliers sont nécessaires pour l'hébergement (chambre aménagée, accompagnement, etc.).

Merci de renseigner toutes les demandes pour vous accueillir au mieux, en particulier en ce qui concerne le logement au vu des conditions d'accueil exceptionnelles liées à la crise sanitaire. La confirmation d'inscription est envoyée uniquement par mail.

TARIFS PAR PERSONNE (PENSION COMPLÈTE)

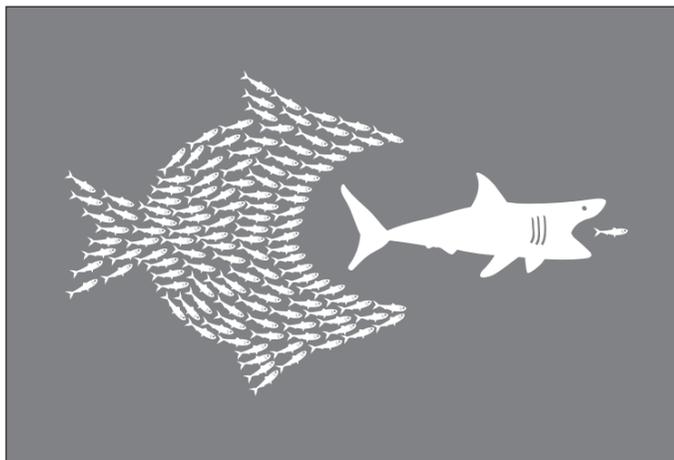
Revenu net mensuel	Tarifs
inférieur à 800 €	124 €
entre 800 € et 1 000 €	144 €
entre 1 000 € et 1 220 €	168 €
entre 1 220 € et 1 320 €	200 €
entre 1 320 € et 1 420 €	224 €
entre 1 420 € et 1 720 €	264 €
entre 1 720 € et 2 020 €	300 €
entre 2 020 € et 2 520 €	320 €
entre 2 520 € et 3 000 €	356 €
entre 3 000 € et 3 500 €	396 €
entre 3 500 € et 4 000 €	448 €
supérieur à 4 000 €	504 €
Enfants	Tarifs
moins de 2 ans	gratuit
jusqu'à 11 ans inclus	112 €
plus de 11 ans	124 €
Inscription en ligne	
NOUVEUPARTIANTICAPITALISTE.ORG/UE2022	

Demandez le programme !*Rendez-vous traditionnel et apprécié marquant la rentrée du NPA, l'université d'été se déroulera du dimanche 21 au mercredi 24 août à Port-Leucate, près de Perpignan.*

Comme chaque année, militantEs et sympathisantEs du NPA se retrouveront pour quatre jours d'ateliers, discussions, projections-débats... dans un cadre convivial, à deux pas de la plage. Dans un contexte qui demeure marqué par la situation sanitaire, toutes les précautions seront prises pour en faire un moment de politique et de convivialité tout en assurant la santé de toutes et tous.

Des cycles, des ateliers

Au programme de l'édition 2021 de notre université d'été, plusieurs cycles consacrés à des questions qui ont marqué l'année qui vient de s'écouler et qui ne manqueront pas de continuer à alimenter nos discussions et nos interventions. Le premier d'entre eux concernera les dynamiques de guerre et de militarisation à l'échelle internationale, à la suite d'une année marquée par l'agression de Poutine contre l'Ukraine, mais aussi par le renforcement des tensions entre les grands blocs et l'élargissement de l'Otan, par la poursuite de la guerre meurtrière contre le Yémen et de la politique coloniale d'Israël contre les PalestinienEs, ou encore par le retrait/redéploiement des troupes françaises au Mali. Quatre séances composeront ce cycle, avec divers invitéEs, afin de mieux comprendre les enjeux d'une véritable politique internationaliste et anti-impérialiste.



Un second cycle de quatre séances sera consacré aux dynamiques et aux débats qui traversent la gauche sociale et politique, notamment dans la foulée de la séquence électorale présidentielle-législatives. Quels enjeux, face à Macron, aux capitalistes et à l'extrême droite, pour les forces de la gauche radicale, anticapitaliste et révolutionnaire ? Quelle recomposition et quelle intervention en son sein ? Comment construire une véritable gauche de combat, à la hauteur des enjeux ? Autant de questions auxquelles nous essaierons de répondre avec nos invitéEs, représentantEs de divers courants et forces de la gauche radicale. Comme chaque année, les commissions du NPA (commission

écologie, commission d'intervention féministe, commission LGBTI, commission antifasciste, commission santé, commission formation, groupe de travail économique, secteur éducation nationale, etc.) proposeront des ateliers liés aux thématiques sur lesquelles elles interviennent et élaborent toute l'année. En plus du cycle déjà mentionné, la dimension internationale sera bien présente, avec des ateliers consacrés au Moyen-Orient, à l'Ukraine, à l'Amérique latine, ou encore au 60^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie.

... et des invitéEs

En sacrifiant à l'exercice traditionnel du « name dropping » (exercice non exhaustif), on pourra mentionner la

présence, à nos côtés, cette année de l'autrice féministe Virginie Despentes, des historiennes Aurélie Michel et Carole Reynaud-Paligot, du politiste Alex Mahoudeau, de l'économiste Stefano Palombarini, de l'historien Fabrice Riceputi, de l'autrice Irene, mais aussi d'une habituée des lieux, l'historienne Laurence De Cock. Seront également présentes Laurence Raineau, Laura Petersell et Kevin Certenais, qui interviendront sur les problématiques écologiques, tout comme des représentantEs de la Confédération paysanne, et bien d'autres invitéEs. On y retrouvera aussi nos camarades et amiEs Gilbert Achcar, Catherine Samary, Franck Gaudichaud, Frank Prouhet, Michael Löwy, Hubert Krivine, et bien sûr l'ensemble des militantEs qui animent la direction et les commissions thématiques et d'intervention, ainsi que les trois porte-parole du NPA, parmi lesquels notre candidat Philippe Poutou. En plus des ateliers, auront lieu des présentations de livres, en présence des auteurEs, à l'espace animé par la librairie la Brèche, mais aussi des projections de films, dont le film sur la lutte Ford, *Il nous reste la colère*, en avant-première, et diverses activités en soirée. Un hommage sera rendu à notre camarade Alain Krivine, disparu cette année, lors d'une soirée dédiée mais aussi au travers d'une exposition d'affiches : « 1981, la campagne présidentielle oubliée d'Alain Krivine ». Et bien évidemment, chacunE pourra profiter de la plage, de la pergola et de la terrasse du bar pour que ce moment de rentrée politique demeure aussi un moment festif ! Le programme complet sera disponible sur notre site à partir du 25 juillet.

Commission université d'été**Bordeaux****Faire exister la contestation face à une gauche gestionnaire**

Deux ans déjà que nous sommes entrés dans les parlements bordelais et métropolitain. L'heure d'un bilan d'étape.

L'équipe Bordeaux en Luttés, unité de militantEs NPA, LFI, syndicalistes, associatifs, Gilets jaunes, a connu des difficultés, des disputes et des cassures. La période marquée par la crise sanitaire et les confinements, les mouvements anti-vax, les élections départementales et régionales, a contribué à dévoiler des désaccords importants. Nous en sortons fragilisésEs mais pas moins déterminésEs à faire entendre nos colères comme à rendre visible notre camp social, le « Bordeaux populaire » et ses souffrances sociales pour montrer l'urgence d'y répondre.

Une gauche de gestion

Les derniers conseils municipaux de Bordeaux (deux éluEs FI-NPA) et métropolitains (un élu NPA) restent révélateurs de la situation. Bordeaux et sa métropole sont dirigées par la « gauche » EÉLV, le PS et le PC, regroupée bien avant la Nupes. Cette « gauche », sans surprise, gère dans la continuité, sans bousculer les logiques économiques et politiques dominantes.

Le discours change un peu avec l'affirmation de préoccupations environnementales mais sans que cela se traduise réellement. Certes des arbres sont plantés, des cours d'école naturalisées, les constructions plus écolos. Mais contre l'artificialisation des sols qui provoquerait une confrontation face à la spéculation immobilière et au pouvoir des promoteurs, rien ne change. Ça bétonne toujours, l'argument étant qu'il manque des logements (ce qui est vrai) sauf qu'il faudrait mettre en cause l'aménagement du territoire et l'ordre des choses. En face, nous défendons un véritable service public du logement contre la domination du foncier privé.

Pour les autres « thèmes » environnementaux, pareil, il n'y a aucune confrontation avec le pouvoir économique des capitalistes. L'interdiction des pesticides, très polluants et dangereux pour la population, signifierait un conflit avec les grands propriétaires viticoles et leur organisation le CIVB (Conseil interprofessionnel des vins de Bordeaux). L'interdiction de l'accostage des paquebots sur les quais à Bordeaux supposerait un bras de fer avec les tenants de l'industrie du tourisme. Et puis sur la question des transports collectifs, la Délégation de service public (DSP) vient d'être prolongée avec Kéolis, pour huit ans, au lieu de choisir le service public des transports dans

la métropole, refusant l'idée de la gratuité des transports pour toutes et tous, pourtant solution écologiste et sociale.

Ce « social » est loin d'être une priorité pour cette gauche gestionnaire. Aucune mesure exceptionnelle n'a été prise pour loger les sans-abris ou les personnes mal logées. Pas de réquisition ni de réappropriation du foncier privé. Pire, les squats collectifs pour réfugiésEs ou personnes sans domicile continuent d'être expulsés, même si les bâtiments occupés appartiennent à la mairie ou à la métropole. Les justifications sont toujours les mêmes : « Parce qu'il y a des problèmes de sécurité, parce que c'est à l'État de trouver des solutions, parce que les associations ne respectent pas leurs engagements... ».

Des réponses politiques, sociales, environnementales

Autre situation avec le plan de prévention de la délinquance qui vient d'être voté à Bordeaux. Certes, la gauche est moins réactionnaire, avec un discours « sécuritaire » plus nuancé, parlant de « tranquillité publique » : limitation de la vidéosurveillance mais davantage de policiers dans la rue, contre l'armement de la police municipale malgré la pression de droite. Sans nier l'existence de tensions et parfois de violences dans les quartiers, les réponses sociales sont incontournables.

Il est assez dingue que ce plan de « gauche » n'aborde pas les problèmes de chômage, de pauvreté, de mal-logement, de discriminations, d'oppressions... qu'il n'est pas question une seule fois de préserver et renforcer les services publics (les bureaux de poste disparaissent des quartiers populaires) en créant des structures publiques comme des dispensaires de santé, en recrutant des éducateurs de rue, du personnel dans les centres d'animation et sociaux... Des choses simples mais hors du champ de vue de cette gauche qui se contente de gérer la ville et la métropole « sérieusement » et dans les règles habituelles. Alors notre équipe militante essaie de formuler des réponses politiques, sociales, environnementales, démocratiques. Nous titillons un peu ce pouvoir déjà bien installé, incapable de se remettre en question. Notre opposition de gauche essaie de montrer qu'une politique véritablement de gauche serait tout en rupture anticapitaliste, basée sur les services publics pour lutter contre la précarité et les discriminations, organisant la redistribution des richesses locales. Notre utilité c'est de faire exister la contestation sociale dans ces parlements si déconnectés des milieux populaires, avec la perspective que les mobilisations occupent vite la place, seule façon de bouleverser un ordre antidémocratique.

Béatrice et Philippe

60 ans après l'indépendance, l'Algérie entre espoirs et désenchantement

5 juillet 1962-5 juillet 2022 : voilà un long cycle historique dans lequel l'Algérie a vécu le bon et le pire, l'espoir et la fatalité, la révolution et la contre-révolution. Un pays où les richesses pétrolières et de gaz n'ont pas empêché la précarité sociale. Un pays où le caractère radical et internationaliste de la révolution anticoloniale n'a pas empêché autoritarisme et répression souvent sur fond de populisme et de patriotisme « anti-impérialiste ».

Cette Algérie abimée aussi bien par l'histoire coloniale que par une « lumpen-bourgeoisie » qui a été au centre de la captation de la rente pétrolière et de la privatisation de l'économie publique, cette Algérie manifeste une forte résilience et reste un lieu de luttes et de résistances qui continuera à marquer la conscience politique et sociale.

Des impacts structurels durables

Il faut resituer le cadre historique pour rappeler que 130 ans de colonisation dans une société paysanne traditionnelle plus proche d'une « féodalité de commandement », comme le dirait l'historien René Gallissot, que d'un « mode de production asiatique » relevé par Marx, ont déstructuré profondément la société algérienne. Les impacts structurels sont encore là 60 ans après l'indépendance. La France coloniale a déployé sa colonisation de peuplement sur les terres et sur la vie sociale et culturelle urbaine dès 1830 en s'appuyant sur un jacobinisme militaro-administratif et une plèbe paysanne et urbaine française destinée à jouer le rôle d'une bourgeoisie de substitution dans un territoire colonial où la cristallisation de classes était encore fragile. Le capitalisme colonial se met en place à la faveur des firmes métropolitaines qui investissent dans l'économie coloniale pour en faire un relais du marché français et européen. La modernité capitaliste-coloniale conjugue expropriation violente des Algériens et pillage des ressources de la colonie. Ainsi, en un siècle, l'Algérie devient une économie extravertie, nourrissant les marchés européens et permettant des surprofits sous la protection d'un État colonial, véritable parapluie pour le capitalisme colonial et métropolitain, tout cela sur fond de répression, de surexploitation des richesses et de misère sociale extrême de la population algérienne.

Naissance et développement de l'activisme anticolonial

Le rejet de la colonisation a commencé à prendre forme dans des « jacqueries paysannes » où les indigènes s'opposaient à l'expropriation de leur terres, où les « bandits d'honneur » semaient certains territoires jusqu'au soulèvement insurrectionnel d'El Mokrani puis de l'Émir Abdelkader qui seront l'occasion de massacres et répression atroces de la population indigène. La violence coloniale apparaît dans toute sa réalité. Le sentiment indépendantiste prend forme et se cristallise d'abord en métropole dans l'activisme anticolonial du mouvement ouvrier français qui participera à la naissance de l'Étoile nord-africaine, premier collectif politique indépendantiste algérien en 1926 formé de travailleurs immigrés sympathisant avec les idées communistes et encouragé par l'impact de la Révolution d'octobre et la solidarité anticoloniale de la III^e internationale. Le mouvement nationaliste algérien s'est rodé dans la pratique politique et parlementaire française et s'est progressivement autonomisé pour forger ses propres courants et organisations politiques qui participeront à l'éveil nationaliste au sein de la population. Il prendra un



SUD-OUEST

cours nouveau avec la répression horrible du 8 mai 1945 dans l'est algérien, jour de la libération en Europe face à l'Allemagne nazie. Ainsi naît l'OS (l'organisation secrète), premier noyau qui œuvrera à la préparation du déclenchement de la révolution anticoloniale le 1^{er} novembre 1954. Sept ans et demi de lutte armée, de souffrances énormes du peuple algérien et de conquête de l'opinion internationale à travers le Front de libération nationale (FLN) permettront l'indépendance de l'Algérie le 5 juillet 1962.

L'expérience autogestionnaire

Au-delà des luttes de clans, dès 1962, au sein des dirigeants de la révolution, annonciatrices d'une gouvernance anti-populaire, autoritaire et pro-capitaliste, l'Algérie post-indépendante connaîtra une expérience particulière dans lequel s'impliqueront des courants du mouvement ouvrier international et plus particulièrement les militantEs et dirigeantEs de la IV^e internationale : c'est l'expérience autogestionnaire. En effet, la révolution algérienne était considérée comme le moteur de la révolution mondiale car sa dynamique internationaliste et son rôle dans la cristallisation de courants révolutionnaires à gauche des partis communistes staliniens dominants auguraient une recomposition du mouvement ouvrier international dans le sens révolutionnaire et anticapitaliste. Ce qui fait qu'une militance française et internationaliste s'est impliquée dans la révolution, de la lutte armée jusqu'à l'autogestion et en a payé un lourd tribut. L'autogestion venait de l'idée simple chez l'ouvrier et le paysan algérien qui voyaient dans l'indépendance

politique la possibilité d'une émancipation économique et sociale. Ainsi, une période « oubliée » par l'histoire, celle de 1962-1967, connaîtra une véritable ferveur révolutionnaire à travers l'autogestion ouvrière et paysanne dans les domaines coloniaux et les « biens vacants ». Une sorte de dynamique de « révolution permanente » qui sera au centre de toutes les espérances des socialistes et révolutionnaires.

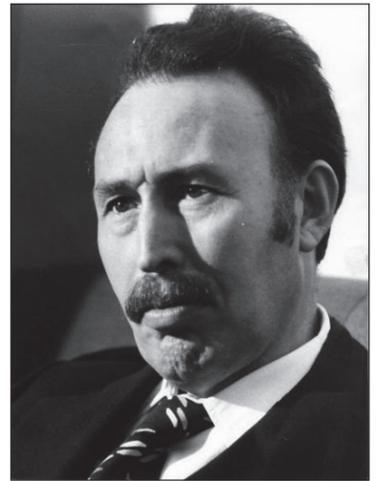
Du capitalisme d'État à l'infatiah

Cet élan ouvrier et socialiste sera contenu très vite par le putsch militaire de Boumédiène en 1965 qui y voyait un processus « subversif » risquant

d'annihiler les ambitions bourgeoises et capitalistes de la nomenklatura dirigeante dont l'état-major de l'armée est le pivot. C'est le début d'une nouvelle période, 1967-1980, celle d'un capitalisme d'État où les tentations bonapartistes du régime autoritaire se conjuguent avec le populisme et l'anti-impérialisme. Axé sur un secteur public industriel lourd, une réforme agraire antiféodale et une exploitation intensive des ressources pétrolières, ce mode d'accumulation étatique sera rapidement phagocyté par la pression du capitalisme mondial et les contradictions explosives d'un tel schéma de développement, souvent masquées par l'aisance financière de l'État découlant des royalties pétrolières. Ce qui préparera, 20 ans après, une libéralisation économique que le FMI et le plan d'ajustement structurel vont assoir et que la décennie noire va masquer. L'infatiah [« ouverture » économique] rampant des années 1980 va rapidement prendre le chemin des dénationalisations, des privatisations et de l'orthodoxie des institutions financières internationales et remettre l'Algérie dans la normalité capitaliste d'une économie-monde néolibérale. Bref, la radicalité espérée de l'Algérie post-indépendante s'est fourvoyée dans un mouvement populaire et ouvrier inorganisé et un régime autoritaire où libertés démocratiques et émancipation de classe sont occultées.

Le temps du Hirak

60 ans après, l'Algérie souffre de cet héritage d'un régime qui ne privilégie que dictature et répression d'une société qui aspire à une justice sociale et une démocratie faite de toutes les libertés. En allant le plus loin possible dans ce schéma, le règne de Bouteflika va accélérer la cristallisation d'un sentiment populaire généralisé de rejet qui donnera le Hirak, un mouvement de protestation populaire, pacifique et de masse. Les millions d'AlgérienEs qui sortaient dans les rues le vendredi et mardi et qui exprimaient revendications, colère et une véritable rupture systémique avec le pouvoir, ont installé un rapport de forces et une dynamique de pré-révolution qui n'a été arrêtée que par une militarisation de la répression, l'arrestation de plus de 3 000 AlgérienEs dont plus de 300 sont toujours détenus, d'autres sous contrôle judiciaire et beaucoup



Houari Boumédiène, WIKIMEDIA COMMONS

poursuivis dans des procédures où le droit universel est piétiné. Sur fond de paupérisation sociale grave et de crise économique inflationniste, le pouvoir réprime et les AlgérienEs résistent. Des luttes sociales exemplaires ont marqué les esprits comme celle des travailleurs de Numilog ou les grèves du secteur de l'éducation. Les forces syndicales restent émietées et peu efficaces malgré une base syndicale active. Les partis de gauche comme le MDS (ex PC) ou le PST sont neutralisés par des procédures arbitraires et menacés de dissolution. Les activistes du Hirak subissent l'article 87bis qui criminalise tout acte lié au Hirak et des dizaines de détenus ont entamé leur énième grève de la faim le 6 juillet, une action solidaire tentant de s'organiser autour d'eux avec le relais de la diaspora et le soutien d'organisations du mouvement ouvrier et des droits humains. Il est impératif qu'une solidarité internationale s'organise et se coordonne pour briser l'état répressif sur les militantEs des droits humains, syndicalistes ou militantEs politiques. La rentrée sociale et politique sera marquée par des dizaines de procès comme elle sera impactée par la colère sociale d'une population lassée d'un pouvoir d'achat en chute libre et d'un chômage amplifié par le covid et des politiques publiques incohérentes. Tous les ingrédients sont là pour faire revivre un Hirak plus fort, plus organisé et socialement plus radicalisé. La contre-révolution en cours n'est pas une fatalité.

Abdel Raphi

Un texte dédié à Alain Krivine



WIKIMEDIA COMMONS

GIRONDINS DE BORDEAUX « On a envie de parler du fond du problème, l'affairisme dans le sport »

Nous publions des extraits de l'entretien accordé par notre camarade **Philippe Poutou**, conseiller municipal à Bordeaux, au magazine *So Foot*, à propos de la situation des Girondins de Bordeaux, sujets à une procédure de rétrogradation administrative en National en raison d'une gestion calamiteuse.

Le Conseil de Bordeaux Métropole a récemment évoqué la situation des Girondins, à travers la question du loyer du stade. Quel est le son de cloche qui ressort des dernières réunions ?

Il y a une sorte d'union sacrée, avec la gauche et la droite ensemble pour sauver les Girondins. Tous pensent que c'est la posture à adopter, on a l'impression que c'est le drame du moment dans la région et que si on ne s'y intéresse pas, on risque d'être en marge de la population. Nous, on a envie de parler du fond du problème qui, lui, est indiscutable : l'affairisme dans le sport, le repreneur qui est bidon, comme il y en a tant d'ailleurs. Mais on ne discute pas du tout de ça. Le seul truc, c'est sauver les Girondins coûte que coûte. Je suis persuadé qu'il y a des élus de gauche, et même certains de droite, qui trouvent cela démesuré, mais qui ne le disent pas, car ils ressentent une sorte de pression des leaders qui donnent le ton. Il n'y a que moi qui ai dit que je ne serai pas dans cette union, car il y a d'autres problèmes à gérer : la santé, les squats, les personnes sans-abri, et que s'il y a des manifs à faire, c'est plutôt de ce côté-là qu'il faut agir et interpellier le gouvernement.

Vous regrettez que certains de vos collègues soient trop dans l'émotion. Trouvez-vous qu'ils ont plus de mal à taper sur le grand capital quand leur passion voire leur supporterisme s'en mêle ?

Tout à fait, il y a un côté confortable à se ranger avec les supporters qui se mobilisent. Moins on parle du fond, des affaires financières, du sport business, plus on est dans l'émotion, le côté patrimoine et les « Vous vous rendez compte ? Les Girondins, quoi ! Alain Giresse, le stade Lescure... » et tous ces trucs-là. Le maire et l'ancien maire de Bordeaux ont même manifesté côte à côte derrière une banderole. Ça faisait presque comique de voir que le seul moment de manifestation auquel ils ont participé, c'est celui-là, alors que dans le même temps, il y a des choses plus graves qui se passent. À Bordeaux, comme dans plein de villes d'ailleurs, il y a d'autres catastrophes : les urgences à l'hôpital ne fonctionnent plus, il y a des demandes des personnels soignants, des puéricultrices... Il y a des mécontentements qui sont là, sur la désagrégation du service public, sur des usines menacées de fermeture aussi. Tout ça, on n'en parle pas dans les délibérations.

Et vous, concrètement, quelle est votre position ? Pensez-vous que la métropole doit intervenir pour aider le club ?

L'angle d'intervention de la métropole concerne seulement la question du loyer du stade, notamment



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

à travers des reports de loyer, voire des gels ou des annulations. S'il y avait ce coup de main, conditionné à l'interdiction d'un plan de licenciement derrière, ce serait tout à fait correct de la part de la métropole. Sauf qu'il n'y a même pas cela. On en vient à se demander ce que ça signifie d'aider une entreprise capable de dépenser autant d'argent dans des salaires qui sont, pour nous, injustifiés. Ils ont payé très cher des joueurs, un encadrement et un entraîneur, ainsi que ses indemnités de licenciement à plusieurs millions d'euros. On n'est pas opposés à l'idée de filer un coup de main, mais ça suppose des conditions derrière à minima.

Par le passé, vous aviez déjà évoqué l'idée que le club reparte à l'échelle municipale. Est-ce une solution envisageable aujourd'hui ?

À partir du moment où la question du dépôt de bilan est une perspective assez probable, avec une

potentielle relégation confirmée le 19 juillet, ce serait la seule solution possible. Mais quel temps perdu, quel gâchis ! Il y a un an, quand le choix a été fait de donner le club à Gérard Lopez, il y avait cette possibilité que j'avais mise sur la table et qui avait été refusée. L'aspect qu'on a essayé d'évoquer, c'est de « profiter » de la chute du club pour le reconstruire sur des bases plus saines, c'est-à-dire repartir sur un club sportif à l'échelle municipale, avec des valeurs telles que l'égalité des salaires entre foot féminin et masculin et la lutte contre les discriminations, ce qui marquerait une rupture avec cette logique capitaliste et d'affaires. Mais ça ne plaît pas, car personne ne croit qu'il est possible de construire un gros club en dehors des règles actuelles. [...]

Au conseil de Bordeaux Métropole, vous affirmiez qu'il y avait eu des dizaines de millions d'euros

utilisés de « manière opaque » chez les Girondins. À quoi faisiez-vous référence ?

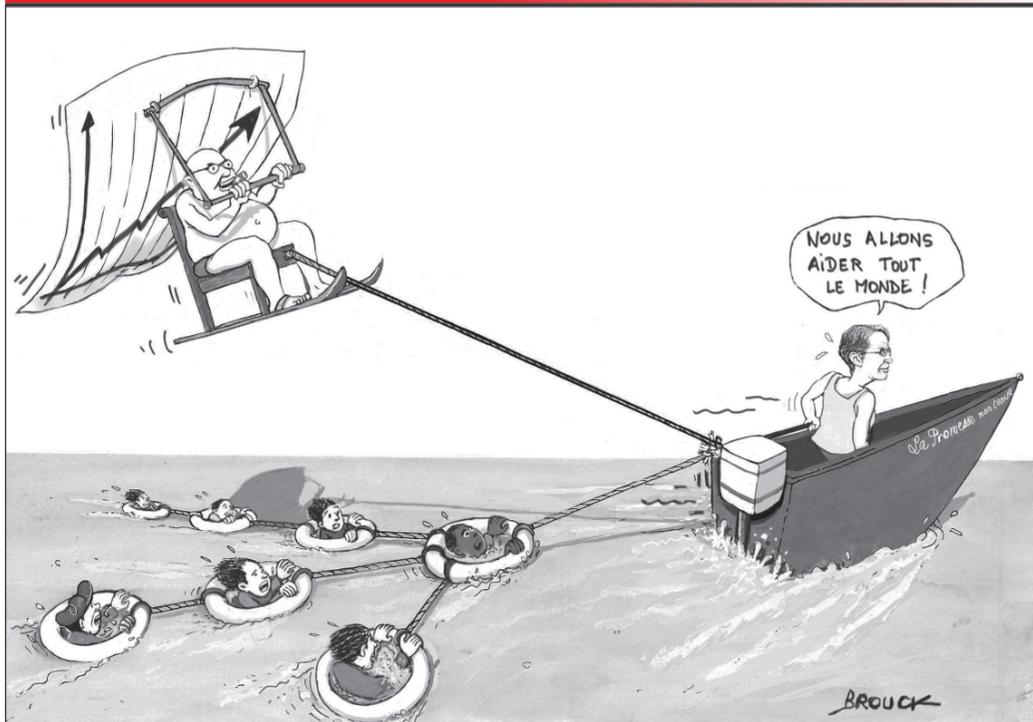
Je m'appuyais sur un article de *Libération*, sorti fin juin et écrit par quelqu'un qui n'est pas de Bordeaux et qui n'avait donc pas cette forme de pression à vouloir absolument sauver les Girondins. Il parlait notamment de l'entraîneur qui avait été limogé et des indemnités que ça allait coûter au club. Car quand un entraîneur ou un joueur est viré, ce n'est pas les mêmes indemnités que ce qu'un ouvrier prendrait. Il y avait aussi l'histoire de Koscielny, mis à la retraite de manière un peu bizarre alors que le club avait besoin de lui. Je voulais mettre le doigt sur plusieurs histoires comme celles-ci, gérées sans aucune transparence, qui ont coûté cher. Je ne vois pas pourquoi la collectivité devrait aider, mais ne se mêlerait pas de tout de ce qui est malsain. [...]

Avez-vous le sentiment que la situation des Girondins raconte quelque chose de l'argent dans le sport ?

Je pense que c'est un exemple à étudier, qui est typique des malversations de l'argent dans le sport professionnel, qui conduisent à tout casser, à tout détruire. Au moins, si le club descend, cela créera des conditions d'une remise en cause. Autant que ça serve à tout remettre à plat, et voir comment on peut construire sur des bases saines socialement. Mais ça peut aussi très bien chuter et ne rien donner.

Propos recueillis par Alexandre Lejeune
Version intégrale sur sofoot.com

L'image de la semaine



Vu ailleurs

EN RUSSIE, RÉPRESSION CONTRE LES JOURNALISTES.

La journaliste russe Marina Ovsianikova, devenue célèbre après son irruption en direct à la télévision avec une pancarte critiquant l'offensive de Moscou en Ukraine, a été interpellée dimanche [17 juillet] en Russie, ont indiqué son entourage et son avocat.

Aucune déclaration officielle n'a été faite sur les raisons de son interpellation, mais celle-ci intervient quelques jours après que Mme Ovsianikova a manifesté seule près du Kremlin en brandissant une pancarte critiquant l'intervention militaire en Ukraine et le président Vladimir Poutine. « Marina a été arrêtée. Il n'y a aucune information sur l'endroit où elle se trouve », indique un message publié par son entourage sur le compte Telegram de la journaliste.

Ce message est accompagné de trois photos sur lesquelles on voit Mme Ovsianikova, 44 ans, être emmenée vers un fourgon blanc par deux policiers après avoir visiblement été stoppée alors qu'elle se déplaçait à vélo. Son avocat, Dmitri Zakhvatov, a confirmé l'interpellation à l'agence de presse Ria-Novosti, disant ignorer où sa cliente a été emmenée.

« Je présume que cela est lié d'une manière ou d'une autre à son acte de protestation », a-t-il ajouté.

Vendredi, Mme Ovsianikova a en effet publié sur Telegram des images d'elle brandissant près du Kremlin une pancarte évoquant la mort d'enfants ukrainiens et qualifiant M. Poutine de « tueur ».

De telles déclarations pourraient en théorie l'exposer à des poursuites pénales pour publication de « fausses informations » et « dénigrement » de l'armée, des chefs d'accusation passibles de lourdes peines d'emprisonnement.

Mme Ovsianikova est devenue mondialement célèbre mi-mars après avoir surgi, en plein journal du soir, sur le plateau d'une chaîne de télévision pro-Kremlin pour laquelle elle travaillait alors avec une pancarte critiquant l'offensive en Ukraine et la « propagande » des médias contrôlés par le pouvoir.

Brièvement détenue dans la foulée, elle avait été relâchée avec une amende à payer.

Les images de son geste ont fait le tour du monde, de nombreuses personnes saluant le courage de la journaliste, dans un contexte de répression de toute voix critique en Russie.

Exemple parmi d'autres du climat répressif, le célèbre opposant russe Ilya Iachine a été placé mercredi en détention provisoire dans l'attente de son procès pour avoir critiqué l'opération en Ukraine.

Mme Ovsianikova ne fait toutefois pas l'unanimité au sein de l'opposition russe, certains continuant de lui reprocher les années passées à travailler pour la chaîne Pervy Kanal, porte-voix du Kremlin.

Agence France-Presse, « Russie : la journaliste ayant critiqué l'offensive en Ukraine à la TV interpellée », 17 juillet 2022.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard		6 mois	1 an
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois	<input type="checkbox"/> 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR432254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org